



GROUPEMENT D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES  
NOTRE EUROPE

De la part de Monsieur Jacques Delors.  
Paris, le 4 juillet 1997

### **Avant-propos**

Ce document est le premier d'une série que le Groupement d'études et de recherches "Notre Europe", présidé par Jacques Delors, a l'intention de publier en vue de faire le point sur une question d'actualité liée à la construction européenne.

Etant donné la complexité, voire l'âpreté des discussions en cours autour de l'Union Economique et Monétaire, il nous a paru utile d'analyser les conditions dans lesquelles se pose le débat en Allemagne, ne serait-ce qu'en raison de l'importance politique et psychologique que revêt la monnaie nationale dans ce pays.

Cette analyse, comme celles qui suivront, a moins pour objet de nourrir le débat, que de clarifier les problèmes posés par la construction européenne. Toute intention polémique est bannie de notre approche.

Nous espérons, par ces "problématiques européennes", apporter une contribution utile à la réflexion.

L'étude a été réalisée avec le concours d'Ulrike Guérot, chargée de mission au Groupement d'Etudes et de Recherches "Notre Europe".

# Le débat sur l'UEM en Allemagne

## Essai d'analyse

|                                                                         |           |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b><u>I. La genèse de l'UEM</u></b>                                     | <b>1</b>  |
| 1. Les motivations allemandes pour une union monétaire                  | 1         |
| 2. La conception allemande d'une union monétaire                        | 2         |
| 3. "Petite" union monétaire et dynamique des négociations de Maastricht | 4         |
| 4. Le profil-bas du débat entre 1992 et 1995                            | 5         |
| 5. Les aspects juridiques                                               | 5         |
| 6. Le cadrage de l'UEM dans un "grand dessein"                          | 6         |
| <b><u>II. Le réveil brutal du débat politique et public</u></b>         | <b>7</b>  |
| 1. Fuir l'automatisme                                                   | 7         |
| 2. Le pacte de stabilité et le rôle du SPD                              | 9         |
| 3. La surenchère sur le pacte de stabilité                              | 9         |
| 4. Les effets "Italie" et "Telecom"                                     | 10        |
| 5. Indépendance de la Banque Centrale et gouvernement économique        | 11        |
| 6. Union politique ou non? Qu'est-ce que l'Union politique?             | 12        |
| 7. Transferts financiers ou pas?                                        | 14        |
| <b><u>III. Conclusions</u></b>                                          | <b>15</b> |
| <b><u>IV. Annexes</u></b>                                               | <b>I</b>  |
| 1. L'UEM dans les sondages                                              | I         |
| 2. Scénarios politiques et électoraux en Allemagne                      | II        |
| <b><u>V. Notes</u></b>                                                  | <b>V</b>  |

## Résumé

*Force est de constater que le débat sur l'UEM fait peur en Allemagne. Le D-Mark est né en 1948, avant même que la République fédérale voit le jour. Les Allemands avaient leur nouvelle monnaie avant d'avoir un hymne ou un drapeau national. Pour prendre une terminologie française, le D-Mark est donc en quelque sorte la seule "valeur républicaine". Il est alors facilement compréhensible que son abandon par l'achèvement de l'unification monétaire européenne touche forcément aux nerfs vitaux de l'ensemble étatique et social outre-Rhin.*

*Le débat allemand sur l'UEM est donc caractérisé par une angoisse très réelle de perdre en stabilité monétaire. Ce sentiment de perte n'est, en effet, pas compensé par des avantages attendus par l'UEM, la perte étant très présente alors que les avantages sont, pour la plupart, abstraits et lointains.*

*Le débat sur l'UEM est ainsi marqué par la volonté de vouloir se "verrouiller" contre tout risque, contre toute éventualité. Tout le débat récent sur le pacte de stabilité s'explique de cette façon. Les marges de manœuvre des responsables politiques sont, face au rejet du projet dans la population (66% contre), extrêmement réduites.*

*Ce rejet est basé essentiellement sur le sentiment répandu (bien que faux), que l'Allemagne n'a rien à gagner dans l'UEM, que l'UEM ne sera que profitable pour les autres pays européens, alors que les Allemands doivent "sacrifier" leur Mark sur l'autel de l'Europe.*

*Mais il faut toutefois noter que le débat politique a nourri cette impression. A aucun moment, le débat sur l'UEM n'a été mené, par les responsables politiques, d'une manière résolument offensive, vendant les avantages économiques de l'UEM pour l'Allemagne. Au contraire, le souci de la stabilité, qui a été relié à une lecture au "pied de la lettre" des critères, notamment des critères budgétaires du Traité de Maastricht, a raccourci le débat et a perdu de vue l'ensemble de la philosophie de l'UEM, qui est de créer une zone de stabilité européenne et une monnaie concurrentielle au dollar. La décision du Bundestag de veiller, par une nouvelle saisine, à ce que les critères soient "strictement remplis", a placé l'Allemagne dans une situation compliquée, puisque peu de pays rempliront, en 1998, strictement le seuil de référence pour le déficit budgétaire, qui est à 3% du PIB, et celui du seuil pour la dette qui est à 60% du PIB. D'où tout le débat sur un report éventuel, qui est très vif en Allemagne, où on a tendance à ne pas accepter la date du 1 janvier 1999 comme date butoir, et, d'une manière plus générale, à ne pas considérer l'UEM comme "acquis".*

*En outre, "l'expérience RDA" fait que beaucoup d'Allemands craignent des transferts financiers importants dus à des zones économiques divergentes dans les faits qui ne constitueront pas une "zone monétaire optimale".*

*Bref, le débat est essentiellement défensif et ressemble, ainsi à du "politiquement correct": on n'ose pas être ouvertement "contre", mais on n'est pas résolument "pour" non plus. Le débat est caractérisé par un manque de courage civique de beaucoup des responsables politiques et des autres "opinion leaders" (universitaires, intellectuels, éditorialistes...), qui semblent, à quelques exceptions près, dont bien évidemment le chancelier et d'autres personnalités de premier rang, plutôt disposés à se plier au rejet majoritaire, ou à se taire, qu'à prendre l'offensive à contre-courant.*

L'union monétaire européenne fait peur en Allemagne. La mémoire collective de l'hyperinflation en 1923 et de la réforme monétaire en 1948 qui avaient balayé l'épargne et obligé chaque citoyen à recommencer avec 40,- DM ont suscité un attachement très fort au D-Mark, devenu grâce au "miracle économique" des années 50 et 60, l'Ersatz d'une identité nationale brisée par la guerre. L'union monétaire inter-allemande de 1990 a rajouté à ces souvenirs collectifs le sentiment d'un sacrifice avec le taux de change "politique" d'un Mark-Est à un D-Mark et les transferts financiers importants vers les "Nouveaux Länder". Dans le pays où la monnaie est, pour prendre une terminologie française, en quelque sorte la seule "valeur républicaine", l'abandon du D-Mark, prévu par l'achèvement de l'unification monétaire européenne, touche forcément à ce qu'il y a de plus sensible dans la société et l'Etat d'outre-Rhin.

## I. La genèse de l'UEM

### 1. Les motivations allemandes

Puisque le D-Mark est "l'élément porteur" de l'Etat allemand ("staatstragendes Element"), quelles sont donc les raisons qui ont poussé l'Allemagne à s'engager dans le processus d'unification monétaire européenne? Comparée à la motivation française pour l'UEM, ardente depuis les origines, la motivation allemande paraît nettement moins évidente.

La perception allemande de la motivation française peut, d'une manière un peu simpliste, être décrite de la façon suivante:

En adoptant, à partir de 1982/83, une politique de "désinflation compétitive" afin de ne pas supporter durablement un déficit commercial vis-à-vis de l'Allemagne, la France a grosso modo décidé ainsi de copier le modèle allemand ou, pour le moins, de se tourner définitivement vers une économie libérale de marché. Accrochée à un "franc fort" elle pouvait espérer, un jour, cesser de devoir maintenir ses taux d'intérêts plus hauts que les taux allemands et de payer ainsi une "prime de risque" néfaste pour l'investissement et donc pour la concurrence internationale. Mais les débats menés au sein du parti majoritaire de l'époque, le PS, témoignent d'une autre intention présente dès le début : les efforts et même les sacrifices qu'impliquait ce changement de politique économique, trouveraient leur couronnement -voire leur contrepartie- dans une union monétaire, seule manière de mettre un terme à la "domination économique allemande" sur l'Europe.<sup>1</sup> Il était par ailleurs clair dans la conception française initiale de l'UEM que cette union monétaire devrait s'accompagner d'un gouvernement économique fort<sup>2</sup> et s'étendre notamment aux pays de l'Europe du Sud, de sorte que la France n'aurait pas à contrebalancer à elle seule le poids de l'Allemagne au sein d'une union monétaire.<sup>3</sup>

L'Allemagne ne se faisait certainement pas d'illusions sur cette "finalité" que poursuivait la France avec l'union monétaire qui est, pour l'essentiel, une idée française ce qui mérite d'être rappelé. Mais les relations franco-allemandes, comme "tandem pour l'Europe" depuis 1945<sup>4</sup>, ne manquent pas d'aspects antinomiques et leur force a toujours été de créer, par un mécanisme d'institutionnalisation, des synergies en fusionnant les choix stratégiques essentiels de chacun - fussent-ils fondés sur des analyses opposées - dans un projet commun. Quelle



pouvait alors être la motivation de l'Allemagne de soutenir un projet qui impliquerait, côté allemand, un réel abandon de souveraineté?-

Le mémorandum sur l'UEM du Ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, du 26 février 1988 soulignait que l'UEM était nécessaire pour le maintien du Marché unique. Celui-ci était un élément fondamental de stabilisation de l'environnement économique pour l'Allemagne, pays exportateur dont un emploi sur quatre dépend des exportations. Dans ce contexte, "l'expérience française" de 1981-1983 et le débat sur une éventuelle sortie de la France du SME en 1982/1983 a dû être une sorte de traumatisme. Le risque que son partenaire économique principal se jette dans une spirale de dévaluation monétaire constituait pour l'Allemagne un danger majeur pour sa propre stabilité économique. L'Allemagne avait donc un intérêt vital à rechercher, à travers une union monétaire, un cadre institutionnel plus sûr encore que le SME, pour le maintien d'un environnement économique stable en Europe. De ce point de vue, l'UEM avait le caractère d'un choix stratégique primordial pour l'Allemagne. L'idée d'un maintien durable de cette stabilité économique à travers un cadre institutionnalisé, en l'occurrence l'UEM, est donc ainsi tout à fait comparable à l'institutionnalisation, sous Adenauer, des relations franco-allemandes par le Traité de l'Elysée, afin de ne pas permettre un retour en arrière. Sur fond d'une nouvelle dynamique dans les relations Est-Ouest avec l'arrivée de Michael Gorbatchev à la tête de l'URSS, dont les conséquences étaient difficiles à anticiper, trois idées principales guidaient l'Allemagne, au milieu des années 80, vers l'idée d'une union monétaire:

1. La conscience qu'une "domination monétaire" en Europe ne serait pas, à long terme, "politiquement tenable", surtout pas vis-à-vis de la France;

2. Face à une menace militaire soviétique, l'Allemagne avait, en plus des garanties que lui apportait l'Alliance atlantique, tout intérêt à rechercher une coopération dans le domaine de la politique de sécurité renforcée avec la France;

3. Finalement, l'Allemagne était consciente que, à moyen terme, ce n'était que par une coopération commerciale et industrielle<sup>5</sup> renforcée, notamment avec la France, qu'elle serait capable, elle aussi, de contrebalancer la puissance économique des Etats-Unis et du dollar.<sup>6</sup>

A ces considérations, on peut en rajouter une de nature monétaire liée au rôle du D-Mark sur les marchés financiers. La fonction de "monnaie de réserve internationale" est devenue, depuis au moins les années 90, un poids plutôt qu'un bénéfice, l'économie allemande étant à elle seule trop faible pour soutenir cette évolution.

## 2. La conception allemande d'une union monétaire

Ce choix stratégique pour l'union monétaire n'implique pourtant pas, comme nous l'avons évoqué, que l'Allemagne partageait la conception française d'une union monétaire. Pour comprendre le débat actuel sur l'UEM en Allemagne, il faut voir que, dès le début et malgré un accord avec la France sur l'idée elle-même, Bonn a conçu la réalité et le fonctionnement de l'UEM essentiellement en fonction de sa propre tradition économique de l'économie sociale de marché.<sup>7</sup> En outre, tout indique que l'Allemagne, contrairement à la France, n'envisageait initialement que ce que l'on appelle une "*petite union monétaire*", englobant les monnaies fortes de l'Europe, c'est-à-dire la France et les pays du Benelux. Le choix stratégique d'une stabilisation de l'environnement économique à travers une UEM ne s'étendait *à priori* pas aux pays du sud de l'Europe. L'Allemagne voyait - et le mémorandum de Genscher de 1988 en fait foi - l'UEM orientée vers une politique de stabilité monétaire suivant la philosophie allemande

de l'indépendance de la Banque centrale.<sup>8</sup> Mais bien que la conception allemande ne contenait à aucun moment la création d'un "gouvernement économique" proprement dit, l'Allemagne était d'accord pour intégrer des éléments de politique économique dans le Traité sur l'UEM (et pas seulement des éléments pour une intégration monétaire), et ceci dès le rapport du groupe d'experts, élaboré par les gouverneurs des banques centrales européennes et présidé par Jacques Delors. Ce rapport, présenté en avril 1989 prévoyait notamment:

"(Une) politique de concurrence et autres mesures visant à renforcer les mécanismes du marché; politiques communes visant à renforcer le processus d'allocation des ressources dans les secteurs économiques et les zones géographiques où le jeu des forces du marché doit être renforcé ou complété; coordination macro-économique, avec des règles contraignantes en matière budgétaire, ainsi que d'autres arrangements visant à la fois à limiter la marge de divergence entre les pays membres et à créer un cadre global de politique économique pour l'ensemble de la Communauté." L'ensemble des propositions visant un renforcement de la coordination macro-économique en régime d'UEM trouvera sa place dans le Traité final sous les art. 2, 102, 102a et 103 qui encadrent, sans contester son indépendance, la politique de stabilité de la future Banque centrale européenne dans des buts économiques plus larges.<sup>9</sup>

Reconnaissons toutefois qu'il y a apparemment, et a posteriori, des lectures différentes quant à la portée de ces articles.

C'est dans la genèse même de l'UEM, dans les intentions qui y ont présidé, que se trouve l'origine de l'évolution graduelle vers une divergence, au moins partielle, entre la France et l'Allemagne sur les buts assignés à ce projet. Il ne s'agissait pas d'erreurs de perception, ni de malentendus franco-allemands, puisque les positions réciproques étaient connues et analysées par les partenaires. Il s'agissait, dès le début, de dures négociations sur la conception qui allait "primer" dans le traité final et sur le sens du compromis sur ce point. Ce mouvement des deux cotés vers un texte commun laisse aujourd'hui de l'espace à ceux qui veulent revenir sur les positions initiales, biaisant ainsi la lecture du Traité sur l'Union Européenne.<sup>10</sup>

Qu'il s'agisse de l'importance accordée aux fameux critères du Traité de Maastricht qui doivent être "strictement remplis", du refus d'un gouvernement économique censé nuire à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE) ou bien encore de la crainte de voir l'euro délibérément utilisé comme "instrument commercial" face au dollar, le débat actuel allemand sur l'UEM, n'est pas compréhensible sans cette analyse de la motivation et de la conception initiale qu'avait l'Allemagne de l'UEM. Au contraire, le débat déchirant qui traverse les milieux politiques et la population de l'Allemagne reflète le fait que, plus l'on se rapproche de la date butoir, du "mariage final", plus l'Allemagne réalise que sa conception de l'UEM pourrait finalement ne pas "primer" sur l'évolution *réelle* de la marche vers l'UEM. Elle réalise aussi que le Traité de Maastricht contient au moins l'option d'une "grande" union monétaire, jamais imaginée, englobant dès le début les pays de l'Europe du Sud et comportant, aux yeux des Allemands, donc un sévère risque que l'euro "ne soit pas stable comme le D-Mark."<sup>11</sup> C'est donc le réveil brutal d'une Allemagne qui se demande si elle ne va pas se retrouver finalement seule à défendre sa philosophie d'une stabilité monétaire à tout prix face à la France et d'autres pays qui défendent, au moins dans le passé, plutôt une politique monétaire au service de l'économie, et de l'emploi en particulier. Et cela, sans pouvoir se défaire du projet pour des raisons politiques évidentes. Telle est l'angoisse profonde qui caractérise le débat actuel sur l'UEM en Allemagne.

### 3. "Petite" union monétaire et dynamique des négociations de Maastricht

La thèse selon laquelle certains en Allemagne ne voulaient pas vraiment s'engager dans la voie d'une *grande* union monétaire - et se voient aujourd'hui en quelque sorte "pris" dans une dynamique historique contre leur gré - est corroborée par le fait que l'Allemagne aurait, officieusement, proposé à la France, pendant et même après la ratification du Traité de Maastricht, de passer immédiatement à un régime bilatéral d'union monétaire.<sup>12</sup>

Confrontée, à partir de 1990, aux difficultés économiques de la réunification, l'Allemagne aurait tenté ainsi une fuite en avant qui aurait permis d'atténuer le choc macro-économique de la réunification, tout en apportant la stabilisation souhaitée de son environnement économique.<sup>13</sup> Mais alors que l'Europe se trouvait en plein débat sur le Traité de Maastricht, une telle initiative n'était politiquement pas envisageable, et la France n'a jamais répondu à ces "offres" allemandes, si offre il y eut....Notons aussi que *l'ancrage ferme de l'Allemagne dans le processus de l'intégration européenne et sa volonté incontestée d'aller vers une union politique primaient sur toute autre considération* pendant les négociations de Maastricht. C'est ainsi que l'Allemagne avait accepté, dans le cadre du comité d'experts présidé par Jacques Delors de 1988-1989 et ensuite dans les négociations de Maastricht *en principe* l'idée d'une union monétaire englobant *potentiellement* tous les pays de l'union européenne, tout en imposant de stricts critères de convergence qui devaient limiter *de facto* la participation aux pays à monnaie fortes et partageant la même philosophie de stabilité. Personne n'*imaginait* à l'époque en Allemagne que les pays de l'Europe du Sud pourraient, un jour, se rapprocher du seuil de qualification, d'autant plus que, dans l'idée allemande, cette qualification devrait faire "ses preuves" par une grande période de stabilité acquise avant l'entrée dans l'UEM.

Cela dit, notons que le souci d'ancrer, à côté des conditions monétaires requises, une discipline budgétaire dans le Traité de Maastricht exprimait, et exprime, une véritable préoccupation qui est économiquement *très valable*. Mais le problème du débat allemand semble avoir restreint le débat sur l'UEM à la seule question de la stabilité budgétaire et avoir ainsi perdu de vue l'ensemble de la philosophie même du Traité. (voir chapitre II)

Après avoir fait un choix stratégique au profit de l'union monétaire - un choix qu'elles ne *voulaient* et ne pouvaient renier dans le processus de la conférence intergouvernementale sans risquer d'augmenter la méfiance vis-à-vis d'une éventuelle "dérive vers l'est" de la "grande Allemagne" - les autorités de Bonn pensaient avoir pris toutes les précautions en s'étant engagées dans un processus vers l'union monétaire correspondant à leurs conceptions initiales et susceptible d'être *parfaitement maîtrisé*.<sup>14</sup>

Dans ce contexte, il est important de rappeler le fait que l'Allemagne faisait partie des pays qui se sont opposés pendant les négociations de Maastricht à l'introduction d'une monnaie commune ("treizième monnaie") proposée par les Anglais et soutenue dans certains milieux gouvernementaux français.<sup>15</sup> La monnaie commune ne satisfaisait pas assez le besoin de l'Allemagne d'une stabilisation de son environnement économique. Ceci montre aussi clairement que *l'UEM fut, bien avant la réunification, un choix stratégique et largement approuvé par toutes les forces politiques majeures de l'Allemagne*. Toutes les allusions à un marchandage entre réunification et UEM sont donc vaines, même si elles resurgissent régulièrement en coulisse.



#### 4. Un débat au profil bas entre 1992 et 1995

De 1992 à 1995 le débat trouve peu d'écho dans le grand public. Pendant cette période, Maastricht est synonyme d'union *politique* de l'Europe, pas de son union *monétaire*. Le consensus majoritaire pro-européen des deux grands partis, CDU et SPD, tenait bon. Le "manifeste des 60", rédigé "à la va-vite" par 60 professeurs d'économie plus ou moins connus, contre l'UEM n'a pas percé dans l'opinion publique de manière significative.

Remarquons toutefois que la résistance au projet de l'UEM, qui est manifeste aujourd'hui, se formait déjà à ce moment dans nombre de milieux universitaires, journalistiques et industriels, alors que le grand public restait encore à l'écart. Loin du discours quelque peu isolé du Bundestag, le positionnement de ces milieux vis-à-vis de l'UEM pourrait être ainsi résumé : "On n'en veut pas, on n'en a pas besoin et, de toute manière, l'UEM ne se fera pas". Cette distance des milieux intellectuels envers le projet de l'UEM constitue aujourd'hui le ferment du rejet dans une grande partie de la population. Le rejet des milieux économiques résidait, au moins partiellement, dans le fait que les négociations se faisaient plutôt "en secret", et que le monde économique fut mis quasiment devant le "fait accompli", surtout en ce qui concerne la date butoir de 1999.

Par contre, la ratification du Traité de Maastricht fut votée par le Bundestag presque à l'unanimité, à quelques voix près. Mettant l'accent sur la nécessaire stabilité de la future monnaie unique, la résolution du 2 décembre 1992 qui accompagne la ratification demande une nouvelle saisine du Bundestag avant le passage à la phase III de l'UEM. Le Bundestag se prononcera alors sur l'état de la convergence des pays membres, donc sur la qualification des uns et des autres à participer, dès 1999, à l'UEM. L'idée de cette nouvelle saisine venait de l'opposition SPD, fermement partisan dès cette époque d'une interprétation stricte des critères. Plus tard, cette nouvelle soumission du passage à la phase III à un vote du Bundestag est devenue l'argument de ceux qui prônent le report de l'UEM, si les critères n'étaient pas strictement remplis, et voient le Bundestag comme "ultime garde-fou" contre toute interprétation dynamique des critères. Aujourd'hui, la plupart des experts conviennent que cette nouvelle saisine du Bundestag n'a pas de valeur juridique. On ne saurait, en revanche, négliger son impact politique.

#### 5. Les aspects juridiques

Contrairement à ce que pourrait laisser penser un débat *politique* récent sur l'éventualité d'un report de l'UEM ("les critères priment le calendrier"), les choix *juridiques* de l'Allemagne en faveur de l'euro semblent clairs et irréversibles. Ayant signé et ratifié le Traité de Maastricht sans clause d'opting out, l'Allemagne est liée par l'intégralité du Traité. La cour constitutionnelle de Karlsruhe a décidé, en novembre 1993, que le Traité est conforme à la loi constitutionnelle de l'Allemagne<sup>16</sup>. Cette juridiction interdit désormais le recours des citoyens contre l'application du Traité de Maastricht fondé sur un préjudice individuel.

La cour constitutionnelle pose que l'UEM doit devenir une "communauté de stabilité". Mais ceci ne constitue pas un *fondement juridique valable* pour exiger de se tenir strictement aux valeurs de référence pour l'endettement et le déficit indiquées par le Traité, même si le jugement de Karlsruhe invite certainement à une lecture "étroite" des critères.

Plus important encore, le fait que l'Allemagne a fait de la réalisation de l'Union Politique Européenne un "objectif d'Etat" en changeant, après la réunification, l'article 23 de la

constitution<sup>17</sup>. Ceci fait que, juridiquement parlant, la réalisation de l'Union Politique, donc du Traité, est supérieure au jugement de Karlsruhe, le principe de la "stabilité des prix" ou de l'UEM en tant que "communauté de stabilité" ne valant que sous réserve du respect de l'objectif primordial qui est la réalisation du Traité. L'autre conséquence de cette hiérarchie interne est que la date de 1999 comme début de l'UEM, qui ne figure dans la décision de Karlsruhe que comme une date "d'orientation", est aujourd'hui, pour la majorité des juristes, considérée comme *date ultime juridiquement valable*. Cette analyse *juridique* met en relief que, de facto, le débat *politique* sur un report éventuel de l'UEM est un débat quelque peu académique.<sup>18</sup>

## 6. Le cadrage dans un "grand dessein"

Ce qui frappe, c'est que la perspective de l'UEM, y compris la résolution du Bundestag, n'a pas déclenché un grand débat public à l'époque. Le projet de l'UEM était solidement encadré dans l'engagement général de l'Allemagne pour une Union politique de l'Europe. L'UEM n'était qu'une partie de ce "grand dessein", et pas le plus présent à l'esprit des citoyens. Le débat sur Maastricht, en 1992, avait beaucoup plus pour objet le Danemark et la France où les référenda engagés risquaient de faire échouer le processus de ratification. En Allemagne, le passage du Traité de Maastricht devant la cour constitutionnelle restait, bien que commenté dans les journaux, une affaire pour un public initié. Les tentatives de Manfred Brunner de monter en Bavière un mouvement de citoyens protestataire contre le Traité n'ont jamais connu de succès électoral. Absorbée, en 1992/1993, par un débat ardent sur une participation militaire en Bosnie au travers des "Awacks", l'Allemagne n'a pas connu, dans la période de 1992 à 1994, un vrai débat public sur Maastricht.

Alors que se révélait en France une scission profonde - politique et publique - entre pro et anti-Maastrichtiens, le débat outre-Rhin sur Maastricht, et donc sur l'UEM, ne sortait pas des limites du "politiquement correct". Entre ceux qui se comportaient "correctement" et ceux qui n'avaient pas compris la portée du Traité, le débat sur l'UEM était parfaitement intégré dans une vision large d'une Europe politique et "politiquement maîtrisée". On ajoutera que l'Allemagne, qui bénéficiait, elle, du boom (éphémère) de la réunification, a moins souffert entre 1991 et 1993 que la France des taux d'intérêts très élevés et de l'appréciation structurelle du D-Mark.<sup>19</sup>

Alors qu'en France, le débat sur la "superpuissance de la Buba", animé par les partisans d'une "autre politique économique", a pu toucher le "*grand public*" de manière considérable, il n'a jamais été mené côté allemand en dehors, peut-être, d'un cercle spécialisé. Les difficultés de l'économie française à suivre la politique de la Bundesbank, par manque de coordination des politiques monétaires, n'ont jamais été perçues, outre-Rhin, comme "causées" par l'Allemagne.

Le recadrage de l'UEM dans le "grand dessein" d'une Union Politique, notion qui pour un public plus large, pouvait faire appel à quelques nécessités stratégiques de base de l'Allemagne réunifiée, avait tout-de-même une conséquence: celle de lier le volet politique du Traité à l'UEM. Les années 1993-95 furent alors, dans le débat politique, les années du marchandage entre l'UEM et l'Europe politique. Dans les débats à ce sujet du Bundestag ou certains discours du Président de la Bundesbank, M. Tietmeyer<sup>20</sup>, l'UEM ne pouvait être considérée que comme l'achèvement, comme le "couronnement" d'une Europe politique

préalablement réalisée. Pendant un temps, on pouvait donc croire que l'Allemagne n'allait pas passer à la monnaie unique sans succès préalable de la conférence intergouvernementale (Maastricht II) dans ses volets politiques ("pilier II": Politique Etrangère et de Sécurité commune, et "pilier III": coopération dans les domaines des affaires intérieures et de la justice). L'automatisme du passage à la phase III de l'UEM était ainsi nié.

Cette idée d'un lien entre l'UEM et l'Europe politique, qui était la ligne directrice de la CDU, a perdu de sa consistance avec l'élargissement de l'UE au nord sans changements institutionnels préalables. Les chances d'un "vrai succès", c'est-à-dire l'achèvement de l'Union politique et la réalisation de quelques changements institutionnels fondamentaux nécessaires pour un fonctionnement plus efficace de l'UE, se dissipaient au fur et au mesure des années 1994/95. C'est alors que l'Allemagne essaya de dénouer en douceur le lien entre Maastricht II et l'UEM, en mettant en avant qu'il ne fallait pas trop attendre de la conférence intergouvernementale.

C'est à ce moment aussi que le document de MM. Schäuble et Lamers déclenche le débat sur un "noyau dur" regroupant les pays qui souhaitent avancer vers l'intégration européenne sans être freinés par les pays hésitants. Le document Schäuble-Lamers, en énumérant les pays qui auront vocation à aller en avant, citait ceux qui, à l'époque, en septembre 1994, remplissaient les critères de Maastricht pour l'UEM. Le papier "cassait" l'approche du lien en mettant en relief que l'UEM était, en elle-même, le cœur de l'intégration politique. Bien que l'on fût conscient du problème que créait l'exclusion, sur la base des critères économiques, de l'Italie des avancées politiques et institutionnelles de l'Europe, il était clair d'une manière sous-jacente que l'Italie ne pouvait, ne devait pas faire partie de l'UEM dès le début. En témoigne par ailleurs aussi la fameuse "gaffe" du Ministre des Finances, M. Waigel, qui aurait déclaré, en novembre 1994, dans une réunion à huis-clos de la commission des finances du Bundestag, que "l'Italie ne fera évidemment pas partie du peloton de tête de l'UEM", ce qui avait immédiatement déclenché une spéculation massive contre la lire.

## **II. Le réveil brutal du débat**

C'est à la lumière de ces éléments historiques qu'il faut analyser le débat actuel sur l'UEM en Allemagne. Plus l'on se rapproche de la date "fatidique" de 1999, plus les positions se raidissent. Les années 1995 et surtout 1996 prennent alors un caractère d'années charnières. Le "vrai" débat allemand sur l'UEM commence à la rentrée 1995, qui constitue une sorte de rupture.

### **1. Fuir l'automatisme**

Rupture, d'abord parce que le débat devient, par un intérêt accru des médias, un *débat "grand public"* et sort du Bundestag. On ne saurait surestimer le retournement négatif du débat quand l'UEM a cessé d'être un progrès européen comme les autres, préparé et mis en œuvre sans implication directe pour les citoyens. Rupture aussi parce que le débat sur l'UEM *se singularise*, c'est-à-dire sort du contexte européen global (stabilisation géopolitique...),



avec des perspectives de plus en plus pessimistes quant à un vrai succès de la CIG, donc le volet politique de l'union européenne. L'UEM devient donc un enjeu à part.

Rupture enfin, parce qu'en 1995, avec en mai le livre vert de la Commission sur le passage à la monnaie unique, ensuite les propositions de l'Institut Monétaire Européen sur le scénario et le calendrier du passage, qui ont été retenues pour l'essentiel par le Conseil de Madrid des 15/16 décembre, la marche vers l'UEM devient de plus en plus automatique. Fin 1995, de plus en plus nombreux sont ceux qui réalisent que l'UEM *aura lieu*, que les barrages contre toute automaticité ne valent peut-être pas grande chose, et que l'Allemagne pourrait être contrainte à aller jusqu'au bout du processus, qu'elle le veuille ou non, en acceptant des conditions de réalisation de l'UEM qu'elle n'a pas souhaitées ou qu'elle juge insuffisantes.

*Le refus de l'automaticité est un élément clé pour comprendre la psychologie du débat allemand.* Il est indispensable de prendre conscience que, indépendamment du choix stratégique fait par l'Allemagne avant 1989 pour l'UEM, cette dernière reste pour beaucoup d'abord un "sacrifice sur l'autel de l'Europe", plus exactement le "prix à payer pour la réunification", même si ce constat est tabou et surtout *inexact*.<sup>21</sup> On ne peut que regretter, pour le moins, que le gouvernement allemand n'ait pas encore su "vendre" ce choix stratégique que représente l'UEM, en dehors du Chancelier, qui ne cesse de dire qu'il s'agit là d'une question de "paix et de guerre".

C'est pourquoi le débat sur l'UEM est devenu, dès 1995, un débat essentiellement défensif: l'UEM étant quelque chose contre laquelle il faut se protéger. Les avantages stratégiques (consolidation de l'intégration européenne) et économiques (stabilisation de l'environnement économique) qui sont des avantages *abstrait*s, ont très vite cédé la place à des *angoisses* très *concrètes*: la perte de stabilité monétaire et des inconvénients économiques de toutes sortes. En 1995, loin d'être le choix stratégique de jadis, l'UEM devenait plutôt une politique à laquelle on forçait l'Allemagne de participer contre son gré. Le débat de 1995 reflète donc surtout la volonté de ne rien prendre pour "acquis", une espèce d'auto-suggestion "que le dernier mot n'est pas encore dit". Ce sentiment collectif du "nous-allons-faire-l'UEM-uniquement-si-cela-est-bien-fait", trouve une expression forte dans la formule de M. Tietmeyer "il n'y a qu'une tentative pour l'UEM, donc il faut qu'elle soit bonne."<sup>22</sup>

Avant même que le Conseil de Madrid ait arrêté le calendrier du passage, se développe une stratégie du refus d'un calendrier précis, soulignant que seuls les fondements de l'UEM compteront pour l'Allemagne : "*les critères primeront le calendrier*".<sup>23</sup> Cette formule, qui implique un report éventuel, marquera les années 1995/96, et s'est amplifiée au moment où les pronostics économiques, à partir de 1995, s'assombrissaient et prédisaient l'impossibilité pour un grand nombre de pays de pouvoir tenir le seuil des 3% du PIB pour 1997. Nombreuses sont les déclarations de cette époque, répétant que, si seul le Luxembourg remplit le critère de 3%, l'UEM n'aura pas lieu... On arguait de la *qualité de la convergence* - critères strictement remplis - *contre* le respect du calendrier. Mettant en avant l'hostilité de son opinion publique au projet, Bonn considérait que c'est dans la date de réalisation de l'UEM que résident des éléments de souplesse et non pas dans les marges d'interprétation des critères prévues par l'art. 104c du traité.<sup>24</sup>

Il est facile de comprendre pourquoi le débat arrivait à un point culminant et critique quand gouvernants et gouvernés en Allemagne ont du comprendre, fin 1996, qu'ils n'avaient pas d'*instrument légal vraiment efficace* pour imposer aux autres pays une lecture "stricte" des



valeurs de référence budgétaires du Traité sur l'Union Européenne, mais que la date de 1999 était, par contre, juridiquement valable et date butoir. C'est dans ce contexte que s'inscrit la surenchère sur le pacte de stabilité.

## 2. Le pacte de stabilité et le rôle du SPD

Notons tout de suite que cette surenchère ne résulte pas seulement de l'hostilité de l'opinion publique mais aussi de la confrontation entre les grands partis sur l'UEM. Après avoir souhaité l'accélération du processus vers l'UEM jusqu'en 1992, le SPD est devenu de plus en plus critique et enclin à se mettre à la tête de ce sentiment ambigu d'un "*rejet latent*" qui traversait l'opinion publique. Ayant déjà demandé la nouvelle saisine du Bundestag en 1992, le SPD, dont l'un des principaux leaders, Oscar Lafontaine, était plutôt sceptique à l'égard de l'UEM<sup>25</sup>, a chaussé les bottes du défenseur des petits épargnants à partir de 1995.<sup>26</sup> Au printemps 1995, le SPD faisait savoir qu'il allait déposer une "question parlementaire" au gouvernement, demandant en particulier comment le gouvernement comptait assurer l'épargne populaire dans le processus de l'UEM et reprochant ainsi au gouvernement de ne pas veiller assez aux conditions de stabilité.<sup>27</sup> Que le gouvernement fût amené à renforcer son discours sur la stabilité - et donc sur les critères - était avant tout une réaction défensive: il ne pouvait accepter d'être "doublé" dans le postulat de la stabilité.

Le débat culmina quand le président du SPD, Rudolf Scharping, parla de l'UEM, le 1er novembre 1995, comme d'une "*idée quelconque*" ("*irgendeine Idee*"),<sup>28</sup> se distanciant ainsi de la nécessité pour l'Allemagne de poursuivre jusqu'au bout la réalisation du projet. Scharping sera vivement critiqué pour ces propos dans ses propres rangs, mais dans le climat délétère qui régnait au sujet de l'UEM en automne 1995, le pacte de stabilité proposé quelques jours après la déclaration de Scharping par le Ministre des Finances, Theo Waigel portait tous les traits d'une stratégie de défense ou de réaction aux critiques venant de l'opposition. Waigel et le gouvernement voulaient, devaient réagir aux préoccupations quant à la stabilité durable de la future monnaie unique.

Réaction aux critiques de l'opposition, volonté d'apaiser l'opinion publique : le pacte de stabilité s'inscrivait dans la droite ligne des positions allemandes depuis 1992 qui conduisent à hausser la barre et à exiger des conditions supplémentaires (Banque Centrale Européenne à Francfort, "Euro" au lieu de "Ecu" etc.) - expression aussi d'un refus de tout automatisme du processus. Impossible dès lors de mener le débat sur l'UEM autrement que d'une manière défensive.

En 1996, le débat public va se focaliser sur ce pacte de stabilité comme la condition "*sine qua non*" pour assurer une stabilité durable. L'importance de ce pacte dans l'opinion publique allemande explique pourquoi, un an plus tard, sa conclusion était un enjeu si important pour le gouvernement.

## 3. La surenchère sur le pacte de stabilité

En répondant à la question parlementaire du SPD en mai 1996,<sup>29</sup> le gouvernement réaffirmait encore une fois son intention d'une « interprétation stricte ».

Au même moment, les "3%" commençaient à être, plus ou moins et d'une manière indirecte, instrumentalisés pour arriver à un résultat modéré pendant les négociations salariales de 1996 et pour justifier, au-delà, un certain nombre de réformes comme la

réduction des allocations de remplacement en cas de maladie. Certes le débat sur l'UEM ne s'est jamais vraiment mêlé à celui sur les mesures à prendre pour rendre l'Allemagne plus attractive pour les investissements (Le "Standortdebatte Deutschland"). Pourtant le "Standortdebatte" thématise la nécessité d'une plus grande flexibilité (sociale, fiscale) pour rendre le travail moins cher, mais également la nécessité d'épargnes drastiques pour alléger la dette et les contraintes financières reposant sur l'Etat. L'opinion publique fut donc ainsi préparée à la grande discussion sur les mesures d'économies des pouvoirs publics de 50 Milliard de D-Mark, votées par le Bundestag en automne 1996.

Bien que le discours officiel ait *pris soin de distinguer ces efforts d'économie du débat sur l'UEM* et soulignait - à raison - que les efforts d'épargne ne sont pas "dus à Maastricht" mais sont de toute manière nécessaires, on trouve quelques critiques de cet "folle épargne à cause de Maastricht".<sup>30</sup> Dans la deuxième moitié de l'année 1996, la barre des 3% servait donc aussi, au moins partiellement, au but essentiellement tactique de maintenir la pression en vue de faire adopter un ensemble de mesures d'économies.<sup>31</sup> Notons que l'Allemagne a aussi retardé ses très nécessaires réformes structurelles dans des domaines clés de l'économie (fiscal, social, santé) et que la nécessité de faire ces dernières maintenant très vite et d'une manière accélérée, mettant ainsi, dans un climat économique déjà difficile un frein supplémentaire à la conjoncture, reconforte aujourd'hui ceux qui s'expriment en faveur d'un report, afin d'atténuer les "dégâts sociaux de Maastricht".<sup>32</sup> La montée du chômage à 4,6 Mio de chômeurs en janvier 1997 nourrit davantage cet argument.<sup>33</sup>

Mais rares étaient les déclarations qui soulignaient qu'il n'y a pas d'impact direct et corrélatif sur la stabilité monétaire, si on n'arrivait pas *exactement* à 3%/PIB pour le déficit, et ces déclarations portaient plutôt des économistes<sup>34</sup>, et encore plus rarement des responsables politiques<sup>35</sup>. Ceci montre combien les « 3% » étaient devenus avant tout un enjeu *politique*,<sup>36</sup> au-delà de toute rationalité *économique*<sup>37</sup>. A quelques exceptions près, les marges d'interprétation de l'art. 104 du traité étaient taboues en Allemagne dans le discours politique sur l'UEM, pour la CDU tout autant que pour le SPD.

#### 4. Les effets «Italie» et "Telecom"

Une autre raison psychologiquement très importante de l'inquiétude croissante dans le débat allemand sur l'UEM réside dans l'évolution de la convergence, notamment les progrès importants des pays de l'Europe du Sud et particulièrement de l'Italie. Il y a un rapport évident entre les pronostics des marchés financiers selon lesquels l'Italie pourrait éventuellement participer à l'UEM dès le début<sup>38</sup> et le raidissement de la position allemande sur les "3%". Ces progrès de convergence des pays du Sud étaient accueillis avec des sentiments mitigés et du scepticisme, pour ne pas dire avec de l'effroi en Allemagne.<sup>39</sup> De l'effroi, parce qu'il devenait d'un coup possible que l'Allemagne n'ait plus d'argument valable pour refuser à ces pays la participation à l'UEM dès le départ. Autrement dit, l'argument des 3,0%, à la décimale près, n'allait peut-être pas être « tenable » juridiquement, quand on se réfère à une lecture de l'art. 104c tel qu'il est formulé dans le Traité, et ceci d'autant moins que la situation budgétaire des pays dits de "monnaie stable" régressait plutôt par rapport aux progrès des pays du Sud.<sup>40</sup>

La perception de l'affaire française des « Telecom » se situe dans le même contexte. La manoeuvre budgétaire française consistant à sortir les retraites de Telecom du déficit pour l'année 1996 pour les rajouter à la dette a provoqué un cri d'indignation outre-Rhin.<sup>41</sup> Il s'en

est suivi alors un autre raidissement, soulignant que les efforts d'économies doivent être « sérieux », et que l'on n'allait pas accepter de manipulations pour arriver à 3%. Seuls des efforts *durables* et non des astuces comptables sans lendemain seraient acceptés.<sup>42</sup> La publication du rapport de convergence de la Commission, le 7 novembre 1996, indiquant que, selon les pronostics de la Commission, la grande majorité des pays de l'UE pourrait débiter l'UEM en 1999, a encore renforcé la méfiance en Allemagne. La Commission fut critiquée, alors que le rapport de convergence de l'IME, selon lequel seul le Luxembourg remplirait les critères, fut qualifié de sain et réaliste.

La perspective d'une participation de l'Italie comme l'affaire « Telecom » déstabilisaient fin octobre/ début novembre massivement l'opinion publique. Le fait que les partenaires européens étaient en train de faire "n'importe quoi" pour arriver à un déficit de 3% PIB, renforçait le sentiment sous-jacent que le projet de l'UEM n'est pas sérieux et que l'euro ne pouvait alors, sous de telles conditions, pas être stable. C'est exactement à ce moment que surgit l'appel à un report,<sup>43</sup> en application de la formule «les critères priment l'agenda», toujours maintenue par le gouvernement.<sup>44</sup>

La discussion sur le pacte de stabilité prend toute son ampleur dans ce contexte: puisque l'idée de ce pacte est d'assurer la stabilité à *long terme*, on tentait à travers ceci d'exclure ceux qui croyaient qu'il était suffisant "d'arriver pile à 3% en 1997". L'accent du débat allemand changeait à nouveau et se focalisait alors sur le *caractère durable* des efforts, conseillant aux pays du Sud de ne pas essayer à l'excès de remplir ce critère en 1997, de se laisser plus de temps, mais de faire leur travail de convergence d'une manière plus sérieuse. Pour tous, il est clair qu'avec l'Italie et un mélange de monnaies de stabilités diverses, l'euro ne pourrait être «fort comme le D-Mark»<sup>45</sup>. En effet, pour les Allemands, qui mettent souvent l'accent sur la valeur externe de leur monnaie, la stabilité de la lire semble ne pas être une affaire de convergence arithmétique, mais une question de psychologie. Les déclarations du Ministre des Finances néerlandais, Gerrit Zalm, le 8 janvier 1997<sup>46</sup>, selon lesquelles l'UEM devait débiter sans les pays du Sud, furent donc largement applaudies outre-Rhin.

### **5. Indépendance de la Banque centrale et "gouvernement économique"**

Deux éléments vont contribuer à renforcer la peur de perdre la maîtrise du processus vers l'UEM en ce qui concerne les conditions de stabilité : le débat français sur le futur taux de change entre dollar et euro, lancé par l'article de Valéry Giscard d'Estaing le 21 novembre dans l'Express<sup>47</sup> et le débat sur la nécessité d'un gouvernement économique de l'autre côté, suite aux discussions à l'intérieur du Parti Socialiste.<sup>48</sup>

Le premier débat semblait mettre en question l'indépendance de la banque centrale, demandant une détermination *politique* des taux de change, alors que les taux étaient, pour les Allemands, une affaire de marchés. Le deuxième débat semblait mettre en danger la philosophie même d'une politique monétaire indépendante<sup>49</sup> et vouée au seul principe de stabilité, par le retour, via un gouvernement économique, d'une politique macro-économique "keynesienne". Inutile de souligner à quel point ces deux thèmes sont tabous en Allemagne. La réaction relève du « on-a-toujours-su-que-les-partenaires-ne-sont-pas-fiables ».

Relayé dans l'opinion publique, le réflexe de se protéger, de reporter l'UEM si on ne pouvait pas être sûr des *vraies* intentions des autres pays, a repris momentanément le dessus, et l'acceptation de l'UEM dans la population a brutalement chuté. Pour écarter le scepticisme



croissant, un succès dans les négociations du pacte de stabilité devenait primordial. Il est presque étrange de constater à quel point la discussion sur le pacte de stabilité était abordée uniquement sur l'angle d'une stabilité budgétaire durable, et jamais sous l'angle d'une *nécessité de concertation budgétaire*, donc d'une nécessité de coordination macro-économique.

L'idée d'un "contre-pouvoir" à la banque centrale, non pour porter atteinte à son indépendance, mais pour encadrer ses actions, a du mal à passer, même si le débat a évolué un peu depuis et si la création d'un "Conseil de stabilité" au moins inofficiel semble acquise aujourd'hui.<sup>50</sup> Mais les déclarations du membre du conseil monétaire français, Paul Marchelli<sup>51</sup>, demandant que la politique ait "une main" sur la BCE, ont biaisé la perception allemande sur les "vraies intentions" de la France. Déjà la notion d'un "contre-pouvoir" fait peur, alors que, d'un autre côté, il est évident que la Bundesbank n'agit pas non plus dans un "vide" politique.

Force est de constater qu'il y a là, actuellement, un vrai problème pour les Allemands à concevoir une politique économique et le niveau auquel elle devrait être menée en régime d'UEM. Il est étonnant aussi que l'idée française d'un *gouvernement économique* n'ait jamais été considérée comme l'équivalent ou synonyme de l'*Union politique*, alors que la nécessité d'une union politique en préalable de l'UEM constituait et constitue, quant à elle, un élément important dans le débat allemand.<sup>52</sup>

#### 6. Union politique: oui ou non? Qu'est-ce que l'Union politique?

Derrière les discussions sur le pacte de stabilité se dissimule une réflexion très ambivalente sur la nécessité d'une union politique parallèlement à l'UEM. Ce débat reflète en effet un dilemme majeur en Allemagne. Pendant longtemps, on a cru comprendre que l'Union politique signifiait des progrès dans les autres grands volets de l'intégration européenne, la politique extérieure et de sécurité commune et la politique dans le domaine des affaires intérieures et de justice. Avec les difficultés que rencontre la CIG sur ces points, le débat sur une Union politique s'est retourné vers l'intérieur de l'union monétaire: le volet *économique* qui reste inachevé. Mais si l'on voulait y inclure harmonisation fiscale, sociale ou salariale afin d'éviter un «dumping» social, fiscal ou autre, en supposant que de grandes disparités salariales et sociales ne seront pas admises en régime d'UEM<sup>53</sup>, se poserait du même coup la question des transferts financiers, voire même la question d'un renforcement du budget central pour répondre à des chocs économiques régionaux.

Dans cette logique, ce serait par le biais de l'Union politique que l'UEM représenterait un coût pour l'Allemagne, surtout que l'Allemagne est le plus gros contributeur net au budget communautaire.<sup>54</sup> Un fort courant d'économistes en Allemagne appelle donc à «jouer les différences de productivité sur les marchés», c'est-à-dire à accepter d'importantes disparités au niveau social et salarial par une plus grande flexibilité du marché de travail.<sup>55</sup> Ceci revient à dire que le succès de l'UEM (au sens d'une monnaie unique stable) est dans une certaine mesure incompatible avec trop d'«Union politique», mais réside exclusivement dans la philosophie d'une stabilité monétaire.<sup>56</sup> Sinon, la communauté «des transferts» serait inévitable.<sup>57</sup>

Ces auteurs ne contestent pas que l'UEM *pourrait* fonctionner en respectant les lois du marché et *sans* Union politique, mais ne croient pas qu'un tel fonctionnement serait "*politiquement tenable*": en cas de problème, selon eux, l'envie de régler ou d'atténuer des



problèmes économiques, par exemple par des transferts financiers, primera au lieu de laisser œuvrer le marché dans le sens d'une adaptation économique structurelle. Comment *politiquement* ne pas aider un Etat ou une région sérieusement en crise, telle est la question posée par les auteurs.<sup>58</sup> Puisque le Traité ne serait finalement ni clair, ni assez rigide sur ces questions, le pacte de stabilité devrait être conçu pour l'épauler, c'est-à-dire empêcher définitivement toute possibilité de "recours à la politique" (sous forme de politique budgétaire discrétionnaire) en cas de crise. L'amalgame réside dans le fait que l'Union politique, en tant que synonyme implicite de gouvernement économique, est d'emblée associée à des transferts financiers, alors que le Traité prévoit justement une clause de "no-bail-out". Les critiques ne prennent pas en considération l'inclusion de mécanismes de concertation pour orienter la politique économique et réfléchir en commun aux variations souhaitables autour d'une réaction commune selon le caractère du choc subi: symétrique ou asymétrique, grave ou moins grave.

S'il semble clair qu'en régime d'UEM tout choc de caractère économique structurel, lié à une non-performance d'un secteur particulier, ne doit plus être accommodé par une politique budgétaire discrétionnaire, les membres participant à l'UEM devraient néanmoins conserver des modalités souples de réaction à un choc venant de l'extérieur, comme un choc pétrolier.

Le changement de langage officiel à cet égard est étonnant: alors que M. Tietmeyer a répété, pendant de longues années que l'UEM ne pourra se faire sans volet politique<sup>59</sup>, il affirme dans ses discours les plus récents le contraire: il n'y a pas de mécanismes en Europe pour compenser les disparités à travers les frontières, et il convient que cela reste ainsi: ni budget central important, ni harmonisation européenne des systèmes sociaux. Tout cela doit rester organisé au niveau national, parce que l'on ne pourra attendre une solidarité supranationale.<sup>60</sup> Il est évident que ce discours stigmatise comme superflues des politiques économiques organisées. La seule adhésion au principe de stabilité monétaire et aux lois du marché ferait donc fonctionner l'UEM. Selon cette ligne de la Bundesbank, largement approuvée en Allemagne, une politique monétaire rigide est nécessaire pour contraindre les acteurs économiques à ne pas retarder les ajustements structurels nécessaires face à la nouvelle donne mondiale. La thèse selon laquelle seule une monnaie forte crée des emplois à moyen terme est quasiment indiscutée outre-Rhin.<sup>61</sup> L'UEM "pure", sans volet économique européen, devient ainsi l'instrument pour réussir des adaptations structurelles et sauver le « Standort Deutschland » par une nouvelle flexibilité de toute nature (fiscale, réglementaire...). L'enjeu est de ne pas récréer au niveau européen, par une union politique trop poussée, un carcan réglementaire que l'on veut justement réduire au niveau national. Rares et minoritaires sont ceux qui se plaignent de cet abandon de facto de toute politique économique.<sup>62</sup>

Le débat sur l'UEM s'inscrit donc dans un débat économique plus large qui traverse les milieux politiques allemands actuellement et qui est celui de la survie du "modèle rhénan" ou de la "Soziale Marktwirtschaft" face à la nouvelle donne mondiale. Le 100<sup>e</sup> anniversaire de Ludwig Erhard le 4 février 1997 et les débats commémoratifs ont montré l'ampleur des difficultés allemandes de définir l'avenir de leur modèle économique, mais l'évolution toute récente au sein de la CDU montre qu'une partie de la CDU n'est pas prête à accepter une interprétation exclusivement "néo-libérale" de l'héritage d'Erhard.

Néanmoins, l'opinion publique n'est pas disposée à reconnaître que les critiques françaises récentes à l'égard de la Bundesbank ne ciblent pas son *indépendance en soi*, mais plutôt sa *politique actuelle* (ou encore la conséquence de sa politique pour les pays voisins de

l'Allemagne), qui semble, en effet, être peu adaptée aux besoins économiques de l'Europe, ou, au moins, qui ne l'était pas vraiment dans le passé récent.<sup>63</sup>

Force est de constater que le débat sur l'Union politique se trouve dans une impasse en Allemagne: la majorité des partisans de l'UEM ne veut pas d'Europe politique (économique), et ceux qui voient les dangers de cette évolution sont, partiellement, contre l'UEM, précisément parce qu'il n'y a pas d'Union politique préalable. L'Union politique nuirait à la stabilité de l'UEM, alors que les responsables politiques prônent justement la nécessité d'une Union politique - sans admettre qu'elle ait un prix. Ceux qui se prononcent pour un volet politique - politique de l'emploi, harmonisation sociale - n'arrivent pas à démontrer comment cela pourrait fonctionner sans frais supplémentaires, ni dommages à la stabilité de l'euro.

### 7. Transferts financiers ou pas? Les incohérences du débat sur l'union politique?

Il semble que, à l'encontre des idées reçues, le risque d'une poussée inflationniste n'est pas le souci le plus grand outre-Rhin. La logique (désormais interdite par le Traité) suivant laquelle un Etat endetté "allégerait" sa dette par une poussée inflationniste<sup>64</sup>, ou encore emprunterait trop sur les marchés financiers au détriment de l'investissement privé et donc l'emploi (argument mis en avant pour justifier les 3"%) est sans doute trop simpliste. Les Allemands semblent craindre beaucoup plus des *flux financiers importants* vers les régions les plus pauvres de l'Europe pour compenser des manques de productivité.

C'est ici où le débat sur le pacte de stabilité crée des amalgames, qui sont liés à la conception confuse de l'Union politique. Car c'est sur fond de l'expérience de l'union monétaire avec l'ex-RDA que beaucoup d'Allemands n'estiment pas possible de garder de grandes différences salariales au sein d'une union monétaire<sup>65</sup>, et craignent d'être les premiers à en subir les conséquences quand les taux de change n'exerceront plus leur fonction de tampon. Or, c'est exactement sur ce point que deux positions économiques s'affrontent:

Les uns, le courant très majoritaire, exigent une plus grande flexibilité du marché du travail, demandant que le marché de travail compense la fonction de tampon des taux de change: en cas de choc économique extérieur, c'est une plus grande différenciation des salaires qui doit compenser les différences de productivité, parce que, contrairement aux Etats-Unis, la mobilité des travailleurs n'est pas possible par manque de connaissances linguistiques. Si, dans une région en crise, le manque de productivité ne pouvait pas être compensé par une baisse salariale (ni par mobilité), il serait forcément nécessaire de mettre en place des paiements de transfert. L'UEM n'étant pas une "*zone monétaire optimale*" en raison de différences économiques importantes, de nombreux économistes plaident pour une faible harmonisation des politiques salariales et sociales, afin de garder ce dernier instrument pour atténuer des chocs économiques et éviter des transferts financiers.<sup>66</sup> Si l'UEM doit réussir, le marché du travail doit être laissé au marché et aux politiques nationales.<sup>67</sup>

L'autre courant, minoritaire, fait la même analyse, mais arrive au constat inverse, critiquant le fait que, par une telle évolution, l'Etat serait forcé de renoncer définitivement à toute politique d'emploi et sociale.<sup>68</sup> Cette position est naturellement celle du DGB<sup>69</sup>. La fédération syndicale se prononce pour l'UEM, mais également pour une "union pour l'emploi" et une harmonisation salariale et sociale en parallèle.

Le débat sur la "zone monétaire optimale" et les conséquences en termes soit de flexibilisation, soit de paiements de transferts échappe certes au grand public. Mais la séparation entre politique monétaire, menée par la banque centrale, et les politiques publiques sous forme de politiques d'emploi, politiques sociales etc., le schisme entre "espace monétaire" et "espace étatique"<sup>70</sup> sont tout-de-même ressentis par la population de manière diffuse et avec scepticisme: soit le niveau social baisse en Allemagne, soit on paiera pour les autres. Ce sentiment diffus mais répandu est renforcé par une méfiance profonde concernant la volonté réelle des partenaires européens, dont la France<sup>71</sup>, de poursuivre leurs efforts budgétaires<sup>72</sup>.

Plus que la simple crainte d'une reprise inflationniste, c'est l'angoisse d'une nouvelle expérience "RDA" qui marque l'opinion allemande. C'est aussi pourquoi le débat sur le pacte de stabilité, visant un frein automatique au laxisme budgétaire, est devenu si important.

### III. Conclusions

1. A l'encontre des déclarations officielles, ce serait une erreur de penser que le débat en Allemagne sur l'UEM est clos et qu'il est acquis, pour l'opinion allemande, que l'euro verra le jour le 1.1.1999<sup>73</sup>. Le débat ne fait que commencer.<sup>74</sup> Les chances, selon l'économiste en chef de la Deutsche Bank, que l'UEM débute à la date prévue ne dépassent pas 55%. Une perturbation du processus et finalement un report ne peuvent pas être définitivement exclus. 1997 sera, de toute manière, une année de débat acharné, pendant laquelle il conviendra de garder son sang froid. C'est parce que l'Allemagne s'est laissée prendre à l'argumentation de remplir "strictement" les critères, que le report semble aujourd'hui nécessaire à certains, puisque le déficit dépassera vraisemblablement la limite des 3%/PIB<sup>75</sup>, en dépit des déclarations des responsables. Or, l'ironie est que ceux qui étaient pour l'UEM il y a encore peu de temps, rejoignent maintenant le camp des partisans du report pour atténuer les dégâts sociaux qu'entraînerait un respect coûte que coûte de la limite des 3%/PIB.<sup>76</sup> On en a un avant-goût avec le dossier publié par *Der Spiegel* le 17 février sous le titre "Abenteuer Euro" (Euro: l'aventure) dans lequel l'hebdomadaire estime que le chancelier est tombé "dans un piège" notamment sur les critères budgétaires et que la chancellerie réfléchit à un report d'un ou deux ans. L'alternative serait soit "d'assouplir les critères ou de reporter l'UEM". L'historien Arnulf Baring recommande dans la FAZ du 28 février que "le mieux serait que l'UEM subisse le même sort que la CED en 1954, puisque les choses se sont pas encore mûres". Une grande partie de la presse prend plutôt partie contre l'euro, et les "Associations des défenseurs du D-Mark" voient le jour. Malgré la très forte détermination des milieux politiques, l'enjeu est alors de relayer cette détermination par les médias d'une manière résolue, pour toucher l'ensemble de la population.

2. Sans vouloir prendre position ici sur "l'opportunité économique" d'une participation italienne à l'UEM dès le début, la question de la participation de l'Italie sera la question clé de l'année 1997. Convergence "arithmétique" ou pas, il paraît difficilement concevable pour l'Allemagne que l'UEM commence, dès le début, avec l'Italie<sup>77</sup>. Il importe alors de trouver des positions de repli, assurant à l'Italie une entrée rapide, tout en l'excluant éventuellement, au moins pour quelques mois, au début.<sup>78</sup> Ce qui n'est pas dit ouvertement dans les milieux politiques qui restent, au moins partiellement, sensibles et ouverts à la "question italienne" pour des raisons politiques évidentes, s'entend avec brutalité dans les milieux bancaires: pas



d'UEM avec le "club-med". Même s'il est difficile de défendre ouvertement cette position, l'Allemagne va, sur cette question, essayer de faire primer une dernière fois son point de vue, quitte à remettre en cause le projet lui-même.<sup>79</sup>

3. Les difficultés franco-allemandes sur l'indépendance de la banque centrale et le gouvernement économique semblent, par contre, maîtrisables,<sup>80</sup> mêmes si elles provoquent actuellement un raidissement des positions. Il faut tout simplement laisser à l'Allemagne le temps de "faire son deuil", par ailleurs légitime, face à la disparition du D-Mark. Ce volet émotionnel se reflète par exemple dans la vague d'indignation qu'a soulevée l'expression de "Dorfwährung" ("monnaie locale") employée par M. Kinkel, quand il voulait arguer que le D-Mark n'est plus une monnaie de dimension internationale.<sup>81</sup>

Les résultats plutôt encourageants des négociations sur le pacte de stabilité, après des affrontements acharnés, montrent la détermination des responsables politiques des deux côtés à mener à bien ce dossier et à trouver un terrain d'entente. La mise en relief des positions des deux côtés comporte donc beaucoup d'éléments tactiques, chacun s'efforçant de consolider jusqu'au dernier moment ses propres positions.

L'affrontement "idéologique" sur des philosophies économiques dites différentes peut même avoir des éléments positifs et constructifs et contribuer à une clarification des objectifs communs, notamment en ce qui concerne l'Union politique. Malgré le consensus apparent en Allemagne sur l'indépendance de la banque centrale et la philosophie de stabilité, il y a espace pour une nouvelle discussion sur les fins et les instruments d'une politique économique. Les positions françaises peuvent même être enrichissantes et encourageantes, à condition que l'on évite de se disputer sur des mots. Le "gouvernement économique" contient beaucoup d'éléments de ce qui est discuté en Allemagne sous la dénomination d'Union politique. Il y a donc un terrain d'entente possible sur la proposition française d'un "Conseil de stabilité", qui reste à peaufiner en 1997, si celui-ci n'est pas conçu comme *contre-pouvoir* à la BCE, mais comme interlocuteur de la BCE.<sup>82</sup>

4. Il est peu probable que le débat en Allemagne sur l'UEM change structurellement et de nature. Il restera essentiellement défensif et marqué par l'intention systématique de "hausser la barre", de se protéger contre tout risque. Ceci demandera, notamment de la part de la France, beaucoup d'indulgence. Mentalement et émotionnellement l'Allemagne doit encore dire "oui" à l'euro et elle a raison d'insister fortement sur la nécessité d'une stabilité durable. Il est fâcheux néanmoins que la focalisation sur la stabilité et surtout le lien qui est fait entre un déficit de 3%/PIB "pile" et stabilité monétaire ne fasse perdre de vue la philosophie de l'ensemble du projet.

Pour le moment, les banques et une partie des grandes entreprises se préparent activement, et sont même en avance sur leurs homologues français. Mais les PME et PMI restent déjà beaucoup plus sceptiques.<sup>83</sup> Dans les milieux industriels, tout dépendra aussi de comment sera gérée la question de la stabilité. L'organisme du grand patronat, le BDI, se déclare plutôt en faveur d'une interprétation dynamique des critères budgétaires. Mais l'organisation industrielle proche de la CDU (Wirtschaftsrat der CDU) se range derrière la ligne "dure" concernant les critères. Les possibilités de souplesse semblent extrêmement réduites.

5. La perspective la plus probable reste toutefois que, grâce à une détermination extrême du Chancelier et une gestion habile des circonstances, l'UEM "passe" en Allemagne, même s'il s'agira sans doute d'un passage en force vis-à-vis de l'opinion publique.

Mais les vrais problèmes pourront arriver après: s'il y a vraiment "interprétation dynamique", ce qui est probable (presque aucun des pays n'arrivera à 3% pile du déficit

budgétaire en 1997), et si le Chancelier fait l'UEM "quand-même"<sup>84</sup>, l'opinion pourrait se sentir "trahie". Se poserait alors un problème de crédibilité pour l'euro. Puisque le fonctionnement des marchés financiers relève notablement de la *psychologie*, une opinion publique déçue, hostile et *convaincue* que la nouvelle monnaie ne sera pas stable *compromettra dans les faits* le démarrage dans la stabilité de l'euro. Rien ne serait gagné si la situation économique, en France comme en Allemagne, s'enlisait d'avantage après 1999, parce que l'euro aurait pris un mauvais départ, accompagné de multiples turbulences sur les marchés financiers. L'engrenage dans une "self-fulfilling prophecy", avec peut-être des conséquences néfastes pour la période post 1999, est le vrai risque auquel l'Allemagne s'est laissée prendre avec le débat tel qu'il est mené aujourd'hui. Il serait souhaitable d'établir une cohérence réelle entre la monnaie unique, la politique économique et la création d'emplois et donc finalement l'Europe politique.

\*\*\*

## IV. Annexes

### 1. L'UEM dans les sondages

Les sondages sur l'UEM semblent refléter, en Allemagne, à première vue, un refus majoritaire et d'ailleurs stable sur les dernières années, de l'euro, tournant autour de 66% contre, dont 25% indiquent une motivation nationaliste pour leur refus.<sup>85</sup>

Si l'on suit le sondage publié en parallèle dans le Handelsblatt, le Figaro et d'autres quotidiens européens le 10 janvier 1997, 44% des Allemands rejettent l'introduction de l'euro dans un référendum, contre 43% qui seront pour et 11% d'indécis. Ce chiffre le plus récent est plutôt encourageant en ce sens que la différence entre les "pour" et les "contre" n'est que d'un pour-cent, autrement dit que rien n'est perdu.

Un coup d'œil dans des sondages plus raffinés à ce sujet révèle par ailleurs que le fait du "refus majoritaire" allemand est plus complexe encore et que l'alternative réduite d'un "oui" ou "non" à l'euro est peut-être un mauvais moyen pour comprendre le positionnement de la population allemande. Déjà, il faut souligner que, bien que 66% se déclarent contre l'euro<sup>86</sup>, seulement 44% sont apparemment prêts à exprimer leur "non" dans un référendum. Le débat sur l'euro montre donc premièrement un certain pragmatisme et l'acceptation de "faire avec", 59% des allemands étant convaincus en janvier 1995 que l'euro se fera, chiffre qui a crû à 78% en décembre 1996. Ce décalage entre 66% et 44% démontre aussi une espèce de "politically correct", c'est-à-dire ne pas exprimer son mécontentement personnel face à un projet considéré comme majoritairement souhaité par les "opinion leaders".<sup>87</sup> Aussi est-il intéressant de noter que - indépendamment des vagues que peut produire "l'opinion publiée" - une majorité (60%) indique ne pas être intéressée "outre mesure" par le sujet. Ce pragmatisme, pour ne pas parler de "résignation" exprimé par les chiffres laisse donc la place à un *political leadership*, si l'on voulait bien le prendre.

Plus important encore: les sondages reflètent que la stratégie de la CDU d'intégrer le débat sur l'UEM dans l'ensemble de l'intégration européenne, est fondée sur des sentiments et des convictions réelles de la population: pour 78% des Allemands, l'Europe est l'avenir, 66% associent la paix avec l'Europe. Une minorité seulement évoque la prospérité. Ceci révèle que, depuis un certain temps, la population allemande définit les but de l'intégration européenne par des catégories *politiques* et non *économiques*.<sup>88</sup> L'UEM peut donc être considérée comme élément de ces avancées politiques.

Tout indique alors, suivant ces sondages, que l'UEM pourrait être avalisée par la population, à condition que la politique arrive à démontrer que l'euro s'intègre dans un "grand dessein" européen et qu'il n'y a pas de risque pour la stabilité<sup>89</sup>, que l'on ne perd pas au change et que la renommée de la future monnaie se rapprochera de celle du D-Mark. Or, c'est sur ce point exactement que le "political leadership" est en train d'échouer, puisque 75% des Allemands croient que l'euro ne sera pas "aussi stable que le D-Mark".<sup>90</sup> Et ceci parce que, comme nous avons essayé de le démontrer, la stabilité, pour des raisons *politiques* plutôt qu'*économiques*, a été presque exclusivement liée au seuil des 3% "pile" pour le déficit budgétaire, chiffre qui ne semble être "tenable" aujourd'hui.



Par contre, le débat sur l'UEM dans les "Nouveau Länder", l'ancien territoire de la RDA, constitue un problème à part. L'acquis, pour les Allemands de l'Est, du D-Mark, à un taux de 1:1 était un élément porteur du processus de la réunification. Peu familier avec l'histoire de l'intégration européenne et sa finalité, les Allemands de l'Est sont les premiers à craindre des inconvénients personnels par l'introduction de l'euro: 79% craignent que l'euro n'amplifie les problèmes du chômage et 83% exigent un référendum.

## 2. Scénarios politiques et électoraux

Il convient donc d'analyser la poursuite du débat sous les différents angles des enjeux électoraux partisans ainsi que des acteurs économiques.

### 2.1. La coalition gouvernementale

Le "high political establishment", c'est-à-dire les dirigeants de la CDU soutiennent *fermement* l'UEM. Ils soulignent l'importance que l'Allemagne tienne ses engagements contractuels et *refusent de laisser planer le moindre doute que l'Allemagne ne pourrait pas être fidèle au Traité signé.*<sup>91</sup> Les difficultés du débat, surtout avec le grand public, ne sont pourtant pas niées. On accepte, en gros, de faire l'UEM contre l'opinion publique<sup>92</sup> et on est conscient que l'année 1997 sera d'une extrême difficulté, où le débat allemand ne sera pas à l'abri de dérives et de surchauffes multiples.

Le raisonnement des stratégies du parti majoritaire est le suivant: les allemands étant à majorité contre l'UEM<sup>93</sup>, ils croient tout-de-même dans leur grande majorité, à presque 80%, que l'UEM se fera à la date prévue. Ces chiffres révèlent un certain pragmatisme. Puisque 46% de la population croient la CDU seule capable de mener à bien le projet de l'UEM, alors que seulement 8% (!)<sup>94</sup> de la population estiment le SPD en mesure de réaliser l'UEM d'une manière efficace, bonne et sûre, le calcul est que le chancelier peut se permettre de promouvoir l'UEM sans risquer de perdre les élections en 1998.

Il semble que l'UEM n'est donc pas un enjeu électoral primordial pour la CDU en ce sens qu'une position favorable à l'UEM ne compromet pas la victoire possible. L'UEM paraît plutôt comme une question de bon "leadership" politique assuré par la personne du chancelier. Mais la fermeté de l'establishment de la CDU ne peut pas cacher une méfiance de la base vis-à-vis de l'UEM dès que l'on descend dans les rangs, où le scepticisme par rapport à l'opportunité de faire l'UEM comme sur les modalités de sa réalisation prime. Les critiques ciblent surtout les différences franco-allemandes concernant la gestion (politique?) de la future monnaie, la peur que l'UEM nécessitera des transferts financiers importants, pour compenser des différences structurelles à l'intérieur de la zone euro et finalement les problèmes concernant les marges d'interprétation des critères, craignant que le gouvernement n'arrive pas à faire passer son idée d'une "interprétation stricte".

En résumé, on peut conclure que la CDU reste fidèle aux positions du chancelier, mais que les députés et les responsables du parti seront très, très exigeants quant à sa réalisation et à la défense des positions allemandes, ce qui réduit la marge de manœuvre pour le gouvernement d'accepter une "interprétation dynamique" des critères. Nombre de députés semblent prêts à préférer un report au lieu de devoir faire l'UEM dans de mauvaises conditions, sous pression ou dans la précipitation. Il est important de souligner que la question d'un report éventuel n'est pas écartée des discussions politiques et, en partie, fermement souhaitée. La capacité de la

CDU de "contenir" le débat sur l'euro dépendra finalement aussi de son candidat pour les élections en 1998, donc de la question de savoir si le Chancelier Kohl se représentera ou non. Sa capacité d'unir le parti et le groupe parlementaire autour du sujet de l'UEM sera sans comparaison avec la force d'intégration que pourra avoir tout autre candidat. Or, cette question reste ouverte pour le moment.

Pour dire un mot sur les libéraux: le parti libéral ne constitue pas un élément majeur dans le débat sur l'UEM, étant donné que tous ses leaders principaux sont majoritairement pour l'UEM. Mais le FDP rencontre le même problème de résistance à la base sur cette question, et un courant nationaliste veut organiser un référendum auprès des membres du parti.<sup>95</sup> Si cela devenait réalité, la question d'une consultation à la base serait posée pour les autres partis aussi, et pourrait, en cas de refus, déstabiliser massivement l'opinion publique.

## 2.2. L'opposition: le SPD

Contrairement à la CDU, pour laquelle, ainsi que démontré, la question de l'UEM n'est pas a priori un enjeu électoral, - à condition que le parti réussisse à démontrer qu'il le fait *bien* - le SPD a tout au moins l'option d'en faire un enjeu électoral en se prononçant contre l'UEM et de choisir ainsi une ligne de fracture ouverte vis-à-vis du parti du chancelier. Cette option est étroitement liée à la question du candidat SPD à la chancellerie en 1998.

En effet, la *position officielle du SPD est clairement pour l'euro*, mais à l'intérieur du parti, le débat est plus vif. Pour des raisons de stratégie électorale, comme l'affirment des responsables de la centrale du parti, le SPD ne peut avoir aucun intérêt à défendre l'UEM "telle quelle" et à s'investir, lui, dans une grande campagne pour l'euro. Puisque le sujet est "brûlant", les stratèges du parti ont le plus grand intérêt à laisser au chancelier et à la CDU la difficile tâche "d'ôter les châtaignes du feu".

Indépendamment de ce que l'on pourrait penser de cette stratégie - à savoir que, historiquement parlant, le SPD a tout à gagner en démontrant qu'il est capable de mener la politique européenne dans son ensemble tout aussi bien que la CDU ce qui était la condition même pour rendre le SPD "éligible", pour la première fois, à la fin des années 60 - deux autres positions se dessinent:

1. La position du président du parti, Oscar Lafontaine, qui soutient l'UEM, tout en demandant un volet économique en quelque sorte "à la française", c'est-à-dire l'UEM en respectant les nécessités de la croissance et de l'emploi. En bref, Oscar Lafontaine, qui est resté très longtemps muet sur la question (étant contre et n'ayant pas le droit de s'exprimer en ce sens), a pris, dans la deuxième moitié de 1996, une position clairement pro-UEM, mais en demandant une interprétation souple et dynamique des critères<sup>96</sup>. Dans un discours fondamental du 29 octobre à Berlin, il demande la différenciation entre déficit "structurel" et déficit "conjoncturel" (donc le non-respect du seuil fatidique des 3%/PIB pour le déficit) afin de réaliser l'UEM à la date prévue sans imposer à l'économie allemande un programme d'épargne drastique qu'il juge non compatible avec les exigences sociales et surtout pas à même de résoudre ni le problème du chômage ni celui de l'endettement. Oscar Lafontaine est alors un des rares dans les milieux politiques allemands qui ose, plus ou moins ouvertement remettre en cause la stratégie monétaire de la Bundesbank<sup>97</sup> et la stratégie budgétaire du gouvernement.

Il est clair que cette approche impliquerait de rompre avec le tabou des 3%, mais il n'est pas sûr que l'opinion publique suivrait Lafontaine, parce qu'elle fait, comme nous avons essayé de le démontrer, en dépendre la stabilité de l'euro. En choisissant cette ligne, Oscar Lafontaine pourrait craindre de nuire à sa crédibilité personnelle et politique de vouloir "un Euro stable".

2. La ligne de M. Schröder, Ministre Président de la Basse-saxe: Dans une interview donnée au « Focus » le 30 décembre 1996, Schröder conseille de reporter l'UEM. Critiquant ce pacte de stabilité de Dublin parce qu'il ne prévoit finalement pas d'automatisme des sanctions, mais indiquant en même temps que le but des 3% ne serait acquis qu'avec des dégâts sociaux importants, il en tire la conclusion qu'il vaudra mieux ne pas accepter un carcan temporaire étroit pour la réalisation de l'UEM. Il admet pourtant que, économiquement parlant, il ne serait pas grave que le déficit atteigne 3% ou 3,5%, mais il constate que «politiquement», il n'est plus possible de faire marche arrière dans le débat public, c'est-à-dire de ne pas se tenir strictement aux critères. Or, il faudrait du temps pour cela.<sup>98</sup> Schröder exploite par ailleurs l'argument que l'UEM entraînera des transferts d'argent importants ce qui sera évident si on réunissait des espaces économiques divergents. Bref, d'une manière très habile, il met sur la table toutes les questions non-résolues et floues du discours officiel, le « comment-cela-va-fonctionner? ». Schröder fut critiqué non seulement par la CDU pour ces propos « populistes », mais aussi par son propre parti. Mais sa position peut constituer un enjeu important dans le débat germano-allemand sur l'UEM dans le contexte électoral de 1998.<sup>99</sup>

D'abord, la question de la candidature au SPD n'est pas décidée. Si, comme on dit, le candidat désigné est celui le plus apprécié dans l'opinion publique, il y a une forte chance que cela soit Schröder, étant donné que 44% ont une opinion favorable, contre 32% pour Lafontaine. En plus, Lafontaine a déjà perdu les élections de 1994 contre Kohl. Se posent alors plusieurs questions: est-ce que le SPD acceptera un candidat à la chancellerie qui n'exprime pas la position officielle du parti sur cette question primordiale? Ceci semble peu probable, surtout que le SPD a déjà encaissé une grande défaite dans les élections régionales au Bade-Württemberg, en mars 1996, où le candidat du SPD, Dieter Spöri, avait fait campagne contre l'euro.<sup>100</sup> Est-ce que Schröder sera amené à changer sa position pour pouvoir devenir candidat à la chancellerie? Ceci semble possible, mais qu'est-ce que cela voudrait dire pour sa crédibilité vis-à-vis de l'électorat?

Le paysage électoral en vue des élections d'automne 1998 est encore "grand ouvert". En effet, une grande coalition pourrait constituer une possibilité de faire passer, par un consensus des deux grandes formations politiques, le dossier de l'UEM. Mais pour le moment, aucun pronostic sur le résultat des élections et l'ampleur de l'impact de l'UEM sur les élections n'est possible. Il semble néanmoins clair que l'on ne pourra pas "sortir" le sujet de l'UEM, comme quelque personnes le pensent, de la campagne électorale.

\*\*\*



## V. Notes

<sup>1</sup> cf. le récit quelque peu simpliste dans Aeschmann, Eric/ Riché, Pascal: La guerre de sept ans. Histoire secrète du franc fort 1989-1996. Paris 1996, p. 91

<sup>2</sup> Histoire de retrouver par une union monétaire les marges de manœuvres macroéconomiques que la France perdait en rattachant le franc au D-Mark par une parité fixe et de retrouver, par un gouvernement économique, le moyen de remettre la politique monétaire de nouveau au service d'une politique économique.

<sup>3</sup> Sur les "illusions françaises" de jouer le rôle d'arbitre entre le Mark fort et le charme des monnaies méridionales, voir, a posteriori, Jean-Jacques Rosa: "Les discussions sérieuses ont enfin commencé", Le Figaro, 23.1.1997

<sup>4</sup> L'Europe comme "substitut d'identité" pour l'Allemagne et cadre de sécurité; l'Europe comme "moyen d'encadrer l'Allemagne" après la guerre....cf. pour ces thèses l'abondante littérature sur les relations franco-allemandes, notamment d'Alfred Grosser, Jean-Henri Soutou, Hans-Peter Schwarz etc.

<sup>5</sup> Surtout en matière d'industrie de défense.

<sup>6</sup> cf. pour les arguments pour ce "choix stratégique" la contribution de Saint-Etienne, Christian: Pour une union monétaire franco-allemande, in: Agir pour l'Europe. Coopération franco-allemande dans un environnement nouveau, ed. par CIRAC, DFI, DGAP, IFRI, Paris 1995, p. 215 ss.

<sup>7</sup> L'héritage de Alfred Müller-Armack, Walter Eucken et Ludwig Ehrhard, selon lequel l'Etat ne doit pas s'impliquer directement dans le processus économique ou alors le moins possible, mais simplement donner un cadre adéquat pour une évolution saine des lois du marché tout en atténuant le côté social là, où le marché ne peut pas faire face, tel est, en quelques traits simplistes, la philosophie de la "Soziale Marktwirtschaft".

<sup>8</sup> Alors que cette indépendance était vue, jusqu'à la fin des négociations, avec un grand scepticisme côté français et fut plutôt une concession française.

<sup>9</sup> Comparable d'ailleurs au "Stabilitäts- und Wachstumsgesetz" (lois sur la stabilité et la croissance), qui évoque, en dehors de la stabilité des prix, les buts d'un taux d'emploi élevé, d'une croissance suffisante et d'un équilibre de la balance commerciale auxquels l'action de la Bundesbank doit, dans le cadre de la politique économique du gouvernement, contribuer.

<sup>10</sup> Le TUE contient p.e. dans ces articles 2, 102, 102a et 103 le cadrage "économique" de la Banque Centrale, et constitue, de ce fait, déjà l'ébauche d'un gouvernement économique. La polarisation du débat franco-allemand pourrait alors déjà être atténuée en prenant "Le Traité, rien que le Traité, mais tout le Traité", comme le demande p.e. Jacques Delors, cf. "Die Zeit", 21 novembre 1996.

<sup>11</sup> L'opinion publique est très simple à cet égard: Si l'on met ensemble plusieurs monnaies fortes et plusieurs monnaies faibles, le résultat ne peut guère ressembler à la monnaie la plus forte, cf. p.e. les déclarations de Schröder. Focus, 30 décembre 1996

<sup>12</sup> cf. discours de Karl-Otto Pöhl, Président, à l'époque, de la Bundesbank, à Paris le 2 octobre 1992, Le Monde, 4/5 octobre 1992, Financial Times, 29 septembre 1992. Ces propositions avaient peut-être le caractère de "ballons d'essai", mais reflètent au moins une pensée motivée.

<sup>13</sup> Car cette idée ne pouvait pas, pour des raisons politiques évidentes, être réalisée, l'Allemagne se serait vue, par la suite, contrainte, dans le souci d'atténuer la poussée inflationniste provoquée par l'échange 1:1 des Mark et une montée forte de la demande intérieure, de proposer à la France et aux autres pays du SME une appréciation du D-Mark de 6%, ce qui aurait permis une augmentation de l'importation allemande et donc une satisfaction de la demande intérieure sans inflation. Si proposition il y avait, la France ne pouvait que refuser aussi cette solution, soucieuse de ne pas compromettre son attachement à une politique du franc fort par une nouvelle dévaluation - même si cette fois ci la dévaluation n'aurait pas été causée par un comportement fautif de la France - et défendre la parité franc-D-Mark. L'Allemagne ne voyait alors pas d'autre solution que de lever brutalement ses taux d'intérêt jusqu'à 13% dans la période de 1991 à 1993, et contraignait la France à faire pareil. Le manque de coordination et de coopération en politique monétaire est en très grande partie responsable du déclin économique qu'a vécu la France pendant cette période, cf. Fitoussi: Le débat interdit. Monnaie, Europe, Pauvreté, Paris, 1995, S. 72 ss.; cf. aussi l'interview de Jean-Luc Dehaene dans le Monde du 1er novembre 1996, mettant en relief qu'il ne faut pas changer de politique monétaire, mais de faire une politique monétaire appropriée à toute l'Europe. La thèse que l'Allemagne aurait toujours caressé l'idée d'une Union monétaire avec la seule France, fut d'ailleurs à nouveau nourrie par les propositions d'Ulrich Cartellieri, haut responsable de la Deutsche Bank, qui se prononçait début 1996 pour une union monétaire immédiate avec la France.

<sup>14</sup> On ne peut que souligner que déjà le rapport du comité Delors, présenté le 17 avril 1989 contenant les grandes lignes du futur Traité de Maastricht, était largement inspiré par Hans-Otto Pöhl, le Président de la Bundesbank, et que les statuts de la future BCE suivaient très étroitement les statuts de la Bundesbank. Jacques Delors a mentionné dans un article dans le journal allemand "Die Zeit" du 8 novembre 1996 que le comité, conscient de l'attachement des allemands à la stabilité de leur monnaie, essayait de donner satisfaction aux demandes allemandes.

<sup>14</sup> Les discussions au sein du Comité d'experts portaient alors notamment sur deux questions: création immédiate d'une monnaie commune pour promouvoir le processus vers l'UEM et création d'un Fond Monétaire Européen pour donner un cadre à cette monnaie commune. Notamment Pierre Berégovoy, Ministre des Finances, et Jacques de Larosière, Gouverneur de la Banque de France à l'époque, soutenaient l'idée d'une monnaie commune.

<sup>15</sup> (BVerfGE 89, 155 (204)).

<sup>16</sup> (Art. 23, § 1, phrase 1 GG, en combinaison avec Art. 88, phrase 2 GG - loi fondamentale).

<sup>17</sup> cf. pour plus de détails "Bundesverfassungsgericht und Parlament: Unsicherheitsfaktoren für die Währungsunion?", EWU-Monitor, Deutsche Bank Research, 10. Oktober 1996, Nr. 19

<sup>18</sup> L'Allemagne a une industrie exportatrice forte et surtout diversifiée, parmi laquelle se trouvent beaucoup de PME vendant des produits de "niche" et occupant ainsi un quasi-monopole sur le marché mondial. Les prix sont donc beaucoup plus élastiques et moins sensibles à une appréciation de la monnaie.

<sup>19</sup> cf. Hans Tietmeyer: Währungsunion und politische Integration: Historische Erfahrungen und europäische Perspektiven, Wissenschaftliches Kolloquium des Instituts für bankhistorische Forschung in Frankfurt am Main, 3. November 1995, in: Deutsche Bundesbank, Auszüge aus Presseartikeln, Nr. 76 vom 10. November 1995 C'était la grande époque de la "Krönungstheorie", "théorie du couronnement", avancée par de nombreuses intervenants aux débats, citant tous les exemples des unions monétaires dans le passé, notamment l'union monétaire latine (Lateinische Münzunion) et l'union monétaire scandinave du 19<sup>e</sup> siècle, démontrant qu'une union monétaire ne pouvait pas avoir de caractère durable sans organisation politique intégrée pour l'espace intégré au niveau monétaire, cf. particulièrement Theresia Theurl: Währungsunion ohne politische Integration: Die Lateinische und die Skandinavische Münzunion, Wissenschaftliches Kolloquium für bankhistorische Forschung in Frankfurt am Main, 3 novembre 1995, in: Deutsche Bundesbank, Auszüge aus Presseartikeln, Nr. 76 vom 10. November 1995.

<sup>20</sup> Il réssurgit néanmoins avec grande régularité dans des discussions avec des Allemands et même à niveau politique, cf. Philippe Séguin: "Europe: voici pourquoi Laurent Fabius a raison", in Le Monde, 19.9.1996 et Karl Lamers: "Non, Monsieur Séguin, il n'y a pas d'autre politique", in: Le Monde, 12.10.1996

<sup>21</sup> Handelsblatt, 20.9.1995

<sup>22</sup> "Die Kriterien sind wichtiger als der Zeitplan", motto, employé à de multiples reprises par les responsables politiques, CDU comme SPD, cf. pars pro toto Hans-Peter Repnik, Handelsblatt, 15.8.1995

<sup>23</sup> Effectivement, un aperçu des lettres des lecteurs des plus grands journaux reflète assez bien cette hostilité. La position du gouvernement de jouer, le cas échéant, les critères contre l'agenda, fut largement partagée par le public, cf. par exemple lettre de lecteur "La date pour l'UEM est comme un fétiche", FAZ du 12.12.1996.

<sup>24</sup> La ligne d'Oscar Lafontaine, qui est aujourd'hui président du parti, a complètement changé à la rentrée de 1996.

<sup>25</sup> cf. FAZ, 1.11.1995. Wiczorek-Zeul et Matthäus-Meier défendent l'UEM contre des attaques de MM Scharping et Schröder. Il faut donc souligner que la surenchère partait en grande partie coté SPD, suite à un déchirement sur le sujet au sein du SPD.

<sup>26</sup> Bundestag DS 13/2638 du 5.10.1995

<sup>27</sup> cf. Handelsblatt du 3/4 novembre 1995

<sup>28</sup> cf. Bundestag Drucksache 13/4531 du 7.5.1996

<sup>29</sup> cf. commentaire dans la FAZ du 30 octobre 1996

<sup>30</sup> cf. FAZ et Handelsblatt, 7 novembre 1996; Die Welt, 11 octobre 1996 et nombreuses d'autres déclarations

<sup>31</sup> cf. par exemple les déclarations du président du syndicat du bâtiment, IG Bau, in: FAZ, 24 février 1997

<sup>32</sup> cf. le tirage du journal "Die Woche": "Euro vernichtet Arbeitsplätze", du 27 février 1997

<sup>33</sup> Artur Woll: Für die Geldwertstabilität ist die Höhe staatlicher Haushaltsdefizite irrelevant, in: Handelsblatt 15.10.1996; cf. aussi les déclarations du grand patronat BDI (l'équivalent du CNPF français) du 25 octobre 1996 (Handelsblatt): "Monetäre Daten sind entscheidend für die Stabilität des Euro" ou encore la contribution de l'économiste Lothar Neumann: "Wider die Skepsis der wissenschaftlichen Ökonomen vor der Währungsunion", in: Handelsblatt, 23 juillet 1996. Mais on ne saurait pas assez souligner à quelle point ses déclarations restaient et restent minoritaires et contestées.

<sup>34</sup> exception louable par Jürgen Möllemann, haut responsable du FDP, le groupe libéral, cf. « Eine Punktlandung ist nicht erforderlich », in: Handelsblatt, 7 novembre 1996

<sup>35</sup> Gerold Krause-Junk: Zugeständnisse an die Politik haben die Konvergenzfalle zuschnappen lassen, in: Handelsblatt, 18 juillet 1996

<sup>36</sup> L'argument tout-à-fait valable qu'un déficit élevé entraîne des taux d'intérêts élevés et freine ainsi l'investissement, ne se joue tout-de-même pas au dixième après la virgule. C'est en cela où il faut reprocher au débat allemand d'être quelque peu borné, à un point que l'on peut avoir parfois l'impression que certains milieux veulent utiliser délibérément le seuil des 3% pour torpéder l'ensemble du projet, cf. p.e. le ton presque triomphant du commentaire de la FAZ, 6.2.1997, que l'Allemagne ne sera pas à 3% en 1997...

<sup>37</sup> progrès spectaculaire concernant le taux d'inflation, réduction rapide du différentiel des taux d'intérêts de plus de 4 points de pourcentage en quelques mois en 1996 avec une incidente positive sur la dette.



<sup>39</sup> cf. p.e. FAZ du 31.10.1996: « Die Rentenmärkte stellen sich auf eine große Währungsunion ein. », cf. aussi Wirtschaftswoche du 28.11.1996 et FAZ du 16 décembre 1996: « Kann der Stabilitätspakt die D-Mark instabil machen »

<sup>40</sup> La dette de l'Allemagne p.e. s'éloigne des 60% PIB, étant actuellement à 61%, ce qui commence à être considéré comme "vrai problème" pour l'Allemagne de remplir les critères. Et même si cela peut sembler quelque peu ridicule face à la Belgique, où l'endettement monte à 134% PIB ou à l'Irlande avec 80%, ceci constitue un réel problème dans la discussion allemande telle quelle est menée.

<sup>41</sup> cf. FAZ et Handelsblatt du 31.10.1996

<sup>42</sup> Köhler warnt vor EWU-Kosmetik », Handelsblatt, 31. 10.1996

<sup>43</sup> D'ailleurs par les milieux économiques et politiques tous confondus, cf. pars pro toto Koebnick (Membre du Conseil de la Bundesbank): « Währungsunion später », in: FAZ du 30 octobre 1996

<sup>44</sup> Jürgen Stark, Secrétaire d'Etat aux Finances: « Die Kriterien sind wichtiger als der Zeitplan », FAZ du 12 décembre 1996

<sup>45</sup> Opinion certainement majoritaire et reflétant les sentiments de la population allemande, résumée telle quelle par Schröder, Focus, 30.12.1996. Il est à noter que très souvent le mot "fort" est rattaché à la valeur extérieure de la monnaie, ce qui n'est pourtant pas forcément une signe valable de la stabilité monétaire.

<sup>46</sup> cf. La Tribune, 9 janvier 1997, la FAZ et le Handelsblatt du 9 janvier 1997

<sup>47</sup> cf. l'Express du 21 novembre, mais aussi, pars pro toto, l'article de Lionel Stoleru: Vivement l'euro à un dollar, Le Monde, 1er novembre

<sup>48</sup> cf. Le Monde, 15/16 novembre 1996

<sup>49</sup> Les bruits autour d'un arrangement secret qui ont surgit fin janvier 1997 et selon lesquels le premier président de la BCE devrait être un français ont davantage nourri les soupçons allemands que la France intentionnait d'y mettre un personnage plutôt "politique".

<sup>50</sup> ceci bien que le TUE contient déjà un encadrement de politique économique de la BCE par l'art. 103, qui est, dans son orientation, à peu près égale au "Stabilitäts- und Wachstumsgesetz" allemande, (lois sur la stabilité et la croissance) qui stipule aussi que l'action de la Bundesbank doit s'orienter vers les données fondamentales de l'économie allemande, tel que le taux de chômage, la croissance etc. En outre, § 12 des statuts de la Bundesbank mentionne également que l'action de la Bundesbank doit soutenir ou s'inscrire dans les grandes orientations de la politique économique menée par le gouvernement.

<sup>51</sup> cf. le journal "Investir" du 11 janvier et FAZ du 14 janvier 1997

<sup>52</sup> cf. les "leçons" que donnent M. Tietmeyer au Monde, 13 janvier et l'ancien Président de la Bundesbank, Karl-Otto Pöhl, dans le Figaro, 9 janvier 1997

<sup>53</sup> Ceci étant la crainte de base, cf. Horst Siebert: Die Währungsunion ist kein Beschäftigungsautomat, in: FAZ, 24 janvier 1997 et Renate Ohr: Ohne Stabilitätspakt "mit Biß" könnte der Euro in Turbulenzen geraten, in: Handelsblatt, 25 novembre 1996 et Renate Ohr: Währungsunion ohne Maastricht-Fahrplan, in: Handelsblatt, 10 janvier 1996

<sup>54</sup> cf. Norbert Horn: Auf dem Weg zur Inflations- und Umverteilungsgemeinschaft. Das trojanische Pferd der EWU, in: Handelsblatt, 14.3.1996

<sup>55</sup> Hans Willgerodt: Stabiles Geld durch eine politische Union, in: Handelsblatt, 30 janvier 1996

<sup>56</sup> Horst Siebert: Die Währungsunion erfordert eine gemeinsame geldpolitische Philosophie, in: Handelsblatt, 27 décembre 1996. cf. aussi Peter Bofinger: Euro-Geld braucht keine politische Union, in: Handelsblatt, 17.11.1995 und Peter Bofinger: Der EWU-Stabilitätspakt ist ökonomisch zweifelhaft und überflüssig, in: Handelsblatt, 11 décembre 1996

<sup>57</sup> cf. Horn, op.cit.

<sup>58</sup> cf. Hans Willgerodt: Stabiles Geld durch eine Politische Union, in: Handelsblatt, 30 janvier 1996 et Renate Ohr: Ohne Stabilitätspakt "mit Biß" könnte der Euro in Turbulenzen geraten, in: Handelsblatt, 25 novembre 1996

<sup>59</sup> pars pro toto: Hans Tietmeyer: Währungsunion und politische Integration: Historische Erfahrungen und europäische Perspektiven, wissenschaftliches Kolloquium des Instituts für bankhistorische Forschung in Frankfurt am Main am 3 November 1995, in: Deutsche Bank, Auszüge aus Presseartikeln, Nr. 76 vom 10. November 1995

<sup>60</sup> Hans Tietmeyer: Geldwertstabilität und Soziale Marktwirtschaft im Zeitalter globaler Märkte. Zum hundertsten Geburtstag von Ludwig Erhard, Festvortrag beim Walter Eucken Institut in Freiburg, 13 janvier 1997

<sup>61</sup> cf. la position du patronat DIHT: Harte Währung schafft Arbeitsplätze. Gutachten widerlegt These aufwertungsbedingter Arbeitslosigkeit, 26. August 1986, in: Presseauszüge der Bundesbank, Nr. 53, 28 août 1996. L'opposition de gauche souligne aussi la nécessité d'une monnaie forte et également la nécessité des efforts accrus d'adaptation par une nouvelle flexibilité, cf. Interview de Rudolf Scharping dans « Die Woche », 16 janvier 1997.

Tout de même, de nombreuses études récentes mettent en relief que la politique récente de la Bundesbank serait plutôt défailante au niveau macro-économique. Ce ne serait pas uniquement la rigidité des entreprises



allemandes, incapables de s'adapter à la nouvelle donne mondiale, ni des salaires excessivement élevés qui seraient responsables de la crise économique que traverse l'Allemagne actuellement, mais plutôt un mauvais "policy-mix", une politique monétaire trop restrictive et une politique macro-économique défaillante, cf. François Gave: *Le modèle allemand est-il en crise?*, Les études du CERI, No. 19, septembre 1996. cf. aussi Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, *Wochenbericht* 46/96 du 14 novembre 1996

<sup>72</sup> Wilhelm Hankel: *Mit der Währungsunion verabschiedet sich die Wirtschaftspolitik*, in: *Handelsblatt*, 10 décembre 1996.

<sup>73</sup> Il importe de souligner ce grand décalage dans le temps entre les faits et les débats relatifs: quand M. Giscard d'Estaing a lancé le débat sur la surévaluation du D-Mark et du Franc par rapport au dollar, ce problème n'existait *de facto* plus, alors que le D-Mark était surévalué tout au long de l'année 1995; de même que la Bundesbank a entretemps, en baissant davantage ses taux d'intérêts, modifié légèrement sa politique monétaire, critiquée *avec retard* comme étant trop rigide, ce qu'elle était *de facto*, entre 1990 et 1995, cf. pour ce constat Marc de Scitiaux: "Le franc fort et les carabiniers", in: *Libération*, 29 janvier 1997.

<sup>74</sup> mécanisme *de facto* exclu par le fonctionnement de l'UEM, puisque les Etats n'auront plus accès à la "fabrication de l'argent", ni la possibilité d'emprunter auprès de la BCE, dans le but d'exercer après une *pression politique* que cette dette soit allégée par une inflation.

<sup>75</sup> Puisqu'on sera payé dans la même monnaie ce qui permettra une comparaison facile, la disposition d'accepter des salaires inégaux pour le même travail baissera, cf. Horst Siebert: *Die Währungsunion ist kein Beschäftigungsautomat*, in: *FAZ*, 24 janvier 1997

<sup>76</sup> Jürgen Donges: "Tarif- und Sozialpolitik sollten in der EWU möglichst lange in nationaler Hand bleiben", *Handelsblatt*, 13 juin 1996

<sup>77</sup> Horst Siebert: "Die Währungsunion erfordert eine gemeinsame geldpolitische Philosophie", *Handelsblatt*, 23 décembre 1996

<sup>78</sup> cf. Wilhelm Hankel: "Mit der Währungsunion verabschiedet sich die Wirtschaftspolitik", *Handelsblatt*, 10 décembre 1996

<sup>79</sup> cf. déclaration de Mme Engelen-Kefer, Vice-Présidente du DGB, *FAZ* du 7 janvier 1997

<sup>80</sup> Wilhelm Hankel: "Bonn steht vor einem neuen magischen Dreieck", *Handelsblatt*, 15 février 1996

<sup>81</sup> La grande grève de décembre 1995 ainsi que la grève des camionneurs ou le débat sur la retraite à 55 ans ne sont que quelques exemples à même de nourrir délicieusement ce débat allemand.

<sup>82</sup> cf. Renate Ohr: "Währungsunion ohne Maastricht-Fahrplan", *Handelsblatt*, 10 janvier 1996

<sup>83</sup> cf. les déclarations de Kurt Biedenkopf, Ministre-Président de la Basse-Saxe, qui relance, dans un interview au *Focus* du 3.2.1997, le débat sur le report. Il faudrait résoudre les problèmes fondamentaux sur la stabilité et l'indépendance de la BCE avec la France avant le passage à l'euro.

<sup>84</sup> cf. sur les affrontements Jean-Jacques Rosa: "Les discussions sérieuses ont enfin commencé", le *Figaro* 23 janvier 1997 et Hans Barbier: *Münzen und Monstranten. Eine Art Religionskrieg*, in: *FAZ*, 23 janvier 1997

<sup>85</sup> cf. les déclarations du "sage économique", M. Herbert Hax, *Herald Tribune* et *FAZ* du 10 mars 1997

<sup>86</sup> cf. les déclarations du Président du DGB, Dieter Schulte, in: *Le Monde*, 9/10 mars 1997

<sup>87</sup> Il faut souligner qu'une participation ne serait évidemment seulement concevable, que si l'Italie suffit très strictement aux critères dites "monétaires" (taux d'inflation et taux d'intérêts), pour lesquelles aucune marge d'interprétation n'est prévue par le Traité, le taux d'inflation étant l'expression même de la stabilité d'une monnaie. Or, il n'est pas sûr que l'Italie suffira aux critères "monétaires". La situation deviendra uniquement "*politique*" et très compliquée si l'Italie suffit aux critères "monétaires" et a, en même temps, de bons résultats de convergence au niveau budgétaire, sans pour autant être à 3% "pile" de son déficit, ni, bien évidemment, à 60%/PIB de sa dette.

<sup>88</sup> Solution apparemment envisagée désormais, cf. *Financial Times*, 5 février 1997

<sup>89</sup> cf. pour la "tonalité" de ce raisonnement Köhler: *Die Währungsunion bedeutet nicht die Glückseligkeit auf Erden*, in: *FAZ*, 16 janvier 1996

<sup>90</sup> cf. aussi la contribution de M. Lamers: "Le cactus de l'Union Monétaire", le *Figaro*, 23 janvier 1997

<sup>91</sup> M. Stoiber de la CSU a immédiatement répliqué que cette remarque "blessait tous ceux qui ont laborieusement travaillé toute leur vie pour donner une réputation au D-Mark".

<sup>92</sup> Rien d'autre n'est la position française. Le président de l'Institut Monétaire Européen, M. Lamfalussy, s'est également exprimé dans ce sens, cf. *Handelsblatt*, 27 janvier 1997. Mais le débat allemand semble, sur ce point, quelque peu borné, cf. l'article de Lucas Delattre dans le *Monde*: "Une plume allemande, la France et l'euro", 25 janvier 1997 et *Handelsblatt* du 22 janvier 1997

<sup>93</sup> cf. l'étude du DIHT, l'organisme qui coiffe les Chambres de Commerce, de septembre 1995

<sup>94</sup> Il faut prendre en considération tous les impacts: le fait que la décision du Conseil qui participera est prise à la majorité, donc l'Allemagne ne peut peut-être pas faire primer sa position. De l'autre côté, il y a la nouvelle saisine du Bundestag. Des commentaires mettent déjà en relief que l'opinion publique pourrait se réfugier derrière le Bundestag et attendre que ce dernier dise "non" à l'UEM si le chancelier aurait fait des concessions quant à l'interprétation des critères au moment de la décision du conseil, cf. Winfried Münster: *Der Euro wird weich*, in:

Süddeutsche Zeitung, 17 janvier 1997. Même s'il est très peu probable que le Bundestag dira "non", le débat politique serait très important.

<sup>85</sup> Plus en détail, on notera que l'acceptation de l'euro monte avec le niveau de formation professionnelle (61% de la population avec formation bac + 5 sont pour l'euro et seulement 31% contre); les plus jeunes (-24 ans) et les plus âgés (+ 60 ans) sont, avec 61%, légèrement moins hostile à l'euro que la population entre 25 et 59 ans. La population catholique est avec 67% contre un peu plus pour l'euro que la population protestante (69% contre), avec une différence encore plus visible entre les catholiques non-pratiquants (64% contre l'euro) et les protestants non-pratiquants (72% contre l'euro). A part de cela, il n'y a pas de différences visibles entre la population féminine et masculine, ni des différences majeures entre les Allemands de l'Ouest et de l'Est. Par contre, à l'encontre de ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas l'Allemagne rural qui rejette l'euro (villes < 5000 habitants: 67% contre), mais plutôt la population des villes moyennes ( < 100 000 habitants: 70% contre), alors que les habitants des très grandes villes (> 100 000) sont légèrement plus favorable (61%).

<sup>86</sup> IPOS, Institut für praxisorientierte Sozialforschung, Mannheim, sondage de janvier 1996. Les 66% sont resté étonnement stable depuis.

<sup>87</sup> Seulement 20% se déclarent très hostile à l'euro, 18% plutôt hostile, 19% plutôt pour et 9% très pour. Ce qui importe est, par contre, que 31% se déclarent indécis (cf. FAZ, 15 novembre 1995), ce qui est surtout la conséquence d'une manque d'information éclatante. Le débat des spécialistes passe à côté de la population, mais 47% de la population croient tout-de-même que les spécialistes sont majoritairement pour l'UEM.

<sup>88</sup> Le risque de cette stratégie réside par contre dans le fait que l'acceptation de l'intégration européenne dans son ensemble pourrait chuter, comme en témoigne notamment le débat sur l'affaire Biedenkopf/ Volkswagen, le débat sur la cache folle et - très important - le débat sur la contribution nette de l'Allemagne à l'Europe, qui semblent tous les trois être un indicateur pour un changement de "climat européen" en Allemagne.

<sup>89</sup> 73% en font une condition pour l'UEM

<sup>90</sup> Sondage Forschungsgruppe Wahlen, e.V. Mannheim, Janvier 1997, Bundespresse- und Informationsamt der Bundesregierung

<sup>91</sup> cf. Dr. Wolfgang Schäuble, in: Handelsblatt, 3/4 novembre 1995

<sup>92</sup> comme la CDU avait fait avec le déploiement des pershing américains en 1983 dans le cadre de la double décision de l'OTAN que Kohl avait annoncée, avant les élections, de réaliser, malgré 77% de la population qui étaient contre.

<sup>93</sup> les chiffres les plus actuels varient - selon les sondages et selon la formulation de la question entre 60% et 70% de refus

<sup>94</sup> cf. "Kühle Realisten. Die Bevölkerung blickt der Währungsunion skeptisch, aber emotionslos entgegen". Dr. Renate Köcher, Institut für Demoskopie Allensbach, in: FAZ, le 15 novembre 1995, cf. aussi le sondage du "Focus", 30.12.1996, selon lequel 46% croient que seul le Chancelier Kohl est capable de défendre les intérêts allemands dans l'Europe, alors que Oscar Lafontaine n'arrive qu'à 12% de confiance.

<sup>95</sup> cf. "Libérale Offensive warnt vor Euro", in: Die Welt, 11 janvier 1997

<sup>96</sup> FAZ, 30.10.1996

<sup>97</sup> En fait, dans la même tonalité que la lettre ouverte de l'ex-chancelier Helmut Schmidt dans "Die Zeit" du 8 novembre (Le Monde 8 novembre), qui, indépendamment de son caractère assez polémique, critiquait que la lutte "manomaniacale" de M. Tietmeyer contre l'inflation et la poursuite d'une stabilité monétaire à tout prix négligerait complètement les conséquences néfastes pour le marché du travail. Ce débat commence d'ailleurs tout doucement de prendre de l'ampleur, cf. les déclarations de M. Hesse, Membre d'une Banque Centrale régionale: "Die Bundesbank muß nicht nur Geldwertstabilität sichern, sie steht auch in einer gesamtwirtschaftlichen Verantwortung", Handelsblatt, 15 janvier 1997

<sup>98</sup> cf. "Focus", 30 décembre 1996 et "Die Welt", 6 janvier 1997

<sup>99</sup> cf. "Der Euro im Streit. Schröders Zweifel und die SPD", in: Die Zeit, 24.1.1997

<sup>100</sup> Le SPD est chuté à de 33% à 27% au Bade-Württemberg

\*\*\*